

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 2496 - MERCREDI 30 DÉCEMBRE 2015

ELECTION PRÉSIDENTIELLE EN RCA

Trois favoris talonnés par trois fils d'anciens présidents



Martin Ziguélé



Anicet Georges Dologuélé



Abdoul Karim Méckassoua

Après plus de deux semaines de campagne électorale préluce au scrutin présidentiel de ce 30 décembre en République centrafricaine (RCA), trois candidats sont présentés comme favoris par certains observateurs.

Il s'agit des anciens Premiers ministres Anicet Georges Dologuélé et Martin Ziguélé, et de l'ancien ministre des Affaires étrangères Abdoul Karim Méckassoua. Par ailleurs, Jean-Serge Bokassa, Eugène Sylvain

Ngakoutou Patassé et Désiré Nzanga Bilal Kolingba, tous fils d'anciens présidents ont eux aussi fait parler d'eux dans cette course au fauteuil présidentiel.

Page 10

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

« *L'éducation n'est pas une marchandise* », a prévenu Anatole Collinet Makosso



Le ministre de l'Enseignement primaire et secondaire qui présidait, hier, l'ouverture du séminaire de renforcement des capacités de gestion des membres des équipes de maîtrise des établissements du secondaire a été direct à l'endroit de ses collaborateurs. « *L'éducation n'est pas une marchandise. On ne dirige pas une école comme on administre une entreprise, en pensant réaliser des bénéfices pour se partager des dividendes entre les membres de l'équipe de maîtrise* », a prévenu Anatole Collinet Makosso.

Rappelant par ailleurs les mauvais résultats et les fraudes massives ayant conduit à l'annulation du baccalauréat l'année dernière, le ministre a insisté sur la nécessité, cette année, d'améliorer les conditions d'étude en vue d'obtenir de bons résultats « sans fraude ». Page 7

LIBERTÉ DE LA PRESSE

110 journalistes tués dans le monde en 2015

L'année qui s'achève a été très sombre pour les professionnels des médias. Selon le rapport publié par Reporters sans frontières, 110 journalistes ont trouvé la mort en raison de leur travail et 2/3 d'entre eux sont morts dans des zones en paix. L'Irak, la Syrie, la France, le Soudan du sud, l'Inde et le Mexique sont dans l'ordre parmi les pays où plus de journalistes ont trouvé la mort dans l'exercice de leurs activités. Page 7

BONANA 2016

Publiez vos annonces et publicités dans « *Les Dépêches de Brazzaville* », bénéficiez d'une offre exceptionnelle de fin d'année. * Offre soumise à condition

DÉPARTEMENT DU KOUILOU

Quatre ministres visitent des projets intégrés financés par Eni Congo

Les ministres Jean-Marc Thystère Tchicaya, Rigobert Maboundou, Pierre Mabilia et Martin Parfait Aimé Coussoud-Mavoungou ont visité des projets intégrés réalisés par la société Eni Congo dans quelques villages de la sous-préfecture de Hinda, dans le département du Kouilou. Le Centre de santé intégré du village M'boukou, l'école primaire de Tchibanda et le Centre d'appui technique et de ressources professionnelles de M'boukou ont reçu les membres du gouvernement conduits par le directeur général d'Eni Congo, Lorenzo Fiorillo. Page 14

BURKINA FASO

Roch Marc Christian Kaboré a prêté serment devant plusieurs chefs d'État étrangers

Une « sobre » cérémonie organisée pour la circonstance a été rehaussée de la présence des présidents Alpha Condé de la Guinée, Mahamoudou Issoufou du Niger, Alassane Dramane Ouattara de la Côte d'Ivoire, Macky Sall du Sénégal, Yayi Boni du Bénin, Faure Gnassingbé du Togo, John Dramani du Ghana, Ali Bongo du Gabon et Ibrahim Boubacar Kéita du Mali. Page 7

ÉDITORIAL
2015 (3)

Page 2

ÉDITORIAL

2015 (3)

Le troisième poste du bilan que nous vous présentons depuis le début de cette ultime semaine de l'année 2015 concerne la gouvernance publique et plus précisément la conduite de l'Etat.

Comme toutes les nations jeunes ayant acquis leur indépendance sans que les puissances extérieures qui les avaient soumises se préoccupent de les doter des organes publics nécessaires, le Congo a dû se construire pratiquement lui-même. Même s'il a fait ces dernières années des progrès notables dans ce domaine stratégique entre tous, il a encore bien du chemin à parcourir pour que l'intérêt public l'emporte définitivement sur l'intérêt privé, pour que les administrations chargées de le gérer se consacrent corps et âmes à ce grand dessein, pour que les responsables politiques assument pleinement les responsabilités qui leur sont confiées par le peuple.

L'année qui s'achève nous a peut-être permis de franchir un pas décisif dans ce domaine puisqu'elle a vu le Congo se doter d'une nouvelle Constitution qui, bien au-delà du débat sur le nombre et la durée des mandats présidentiels sur lequel s'est focalisée de façon très politique l'attention de l'opposition dite « radicale », s'attaque résolument à ces problèmes. Une lecture attentive de l'Acte fondamental du 6 novembre confirme, en effet, que la priorité des priorités auxquelles les nouvelles institutions vont désormais consacrer leurs efforts concerne la gestion de la « Res publica », de la « Chose publique ».

C'est tout particulièrement à cette mission que devront s'atteler le Premier ministre et l'équipe ministérielle que celui-ci constituera sitôt franchie l'étape décisive de l'élection présidentielle. Corriger les défauts du système existant, recadrer les administrations pour qu'elles accomplissent leurs missions, mettre fin au clientélisme et à la corruption qui en découlent, réduire le plus possible les dépenses publiques de fonctionnement afin d'augmenter de façon significative les dépenses d'investissement, aider les entreprises à créer des emplois, alléger la dette publique seront les objectifs prioritaires assignés à la nouvelle gouvernance.

N'en déplaise à nos détracteurs, ces réformes radicales n'auraient pas été possible si 2015 n'avait pas vu s'accomplir la rénovation de nos institutions (à suivre).

Les Dépêches de Brazzaville

ELECTION PRÉSIDENTIELLE

La biométrie sera expérimentée dans certains départements

Dans la perspective de l'élection présidentielle de 2016, le commissaire général du Comité ad hoc de suivi des recommandations du dialogue national de Sibiti, Dominique Basseyila s'est réjoui, le 24 décembre à Brazzaville, de la prise en compte effective de certaines recommandations par le Conseil des ministres.

Cet organe de suivi s'est, sur la mise en œuvre des douze recommandations concernant la gouvernance électorale, focalisé sur une stratégie électorale garantissant une élection présidentielle apaisée, transparente et crédible en 2016. Il s'agit notamment de la loi électorale et l'institutionnalisation de la Conel ; le bulletin unique de vote ; l'application rigoureuse de la loi sur les partis politiques, enfin sur la participation des partis et groupements politiques, sans exclusive, à la mise en œuvre des recommandations sur la gouvernance électorale.

Sur ce dernier point, les listes électorales feront l'objet d'une révision sur la base des données du recensement administratif spécial de 2013. Dans le souci de réaliser une gouvernance électorale apaisée et consensuelle et d'aboutir à une élection présidentielle non conflictuelle, ce Comité ad hoc a invité les partis et groupements politiques à concevoir ensemble les outils de la gouvernance électorale. Il s'agit : des modalités de réalisation de la biométrie, du modèle du bulletin unique, de la réalisation des instruments de révision des listes électorales, de l'exigence de l'application de la loi sur les partis politiques, des conditions de la transparence électorale et, de la réalisation du découpage électoral.

La CENI remplace la Conel

En effet, le projet de loi électorale adopté en Conseil des ministres le 23 décembre dernier, transforme la Conel en une



Dominique Basseyila à gauche

Commission électorale nationale indépendante (CENI). Il s'agit d'un organe indépendant, jouissant d'une autonomie financière renforcée. « De plus, le projet de loi électorale garantit la transparence électorale. D'une part, les compétences de la CENI sont largement renforcées puisqu'elle intervient tant au niveau de l'élaboration des actes préparatoires de concert avec l'administration qu'en ce qui concerne le dépouillement et la présentation détaillée des résultats des scrutins électoraux. D'autre part, le projet de loi électorale garantit la parité à tous les niveaux d'organisation de la CENI, ce, jusque dans les bureaux de vote », a argumenté Dominique Basseyila.

Aussi, le Comité ad hoc de suivi des recommandations du dialogue national 2015 a lancé un appel aux Congolais en âge de voter, de se procurer des actes de naissance et des cartes nationales d'identité. « L'opération de révision des listes électorales qui se fera éminemment ne pourra accomplir ses pleins efforts et permettre l'établissement des listes électorales fiables et non contestables que si les Congolais, peuples autochtones y compris disposent de leurs cartes nationales d'identité », a affirmé le commissaire général de ladite structure.

Outre l'expérimentation de la biométrie, l'usage du bulletin unique se fera également à titre expérimental, à l'élection présidentielle de 2016. Un texte réglementaire sera pris par le ministre de l'Intérieur, Raymon Zéphirin Mboulou, instituant le bulletin unique. « Ainsi le vote de tous les prétendants à la fonction de président de la République se fera dans les mêmes conditions. Chaque électeur choisira librement la personne à voter en apposant son doigt dans le rectangle situé à côté du visage du candidat de son choix », a expliqué Dominique Basseyila.

Par ailleurs, le commissaire général a mis en garde les partis politiques qui ne se sont pas encore conformés à la loi sur les partis politiques par la régularisation de leur situation. Dépassé le 31 décembre, la dissolution des partis qui ne se seront pas conformés à l'article 5 de la loi susmentionnée, sera envisagée. « Le Comité ad hoc de concert avec le ministère de l'Intérieur entreprendra des missions de suivi et de contrôle de l'application effective de cette loi, dès la deuxième quinzaine du mois de janvier 2016 », a-t-il précisé. Ainsi, conclut-il, sera confortée la légitimation du processus politique en cours, devant réaliser une gouvernance électorale non contestable.

Josiane Mambou Loukoula

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
Clotilde Ibara, Norbert Biembedi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina,
Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama
(chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Josiane Mambou Loukoula
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa

Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula
(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang
Service Culture et arts : Bruno Okokana
(chef de service),
Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué
(chef de service), Rominique Nerplat Makaya
Service Enquête : Quentin Loubou
(chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath
(chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki,
Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordinateur : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa

Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Marcel Myande,
Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya
n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa
- RDC - Tél. (+243) 015 166 200
Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,
Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma
Administration : Béatrice Ysnel

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,
Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Motsignet, Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mombélé Ngon

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi
Chef de production : François Diatoulou Mayola
Gestion des stocks : Elvy Bombete

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

FRANCE

Le Club 2002 Pur lance la campagne de levée de fonds pour soutenir la candidature de Denis Sassou N'Guesso en 2016

Juste Désiré Mondele, secrétaire général du Club 2002 Pur, a lancé le 28 décembre à Paris le début de la campagne nationale de mobilisation des fonds en faveur de la candidature de Denis Sassou N'Guesso à l'élection présidentielle.

A une semaine près de l'annonce faite au Congo du prochain calendrier électoral présidentiel, c'est dans un hôtel parisien que le secrétaire général du Club 2002 Pur, en compagnie de Louis-Gabriel Missatou, porte-parole du parti, de Ferdinand Moussavou, membre du secrétariat permanent et de Mylène Gloria Gassongo, secrétaire nationale chargée du genre et de la parité, a appelé les militants et sympathisants à mobiliser des fonds pour soutenir leur candidat. Dressant le profil du prochain président de la nouvelle République, Juste Désiré Mondele a estimé que : « la personnalité historique capable de faire entrer le pays dans ce nouveau « Canaan », dans cette nouvelle ère, ne peut être que Denis Sassou N'Guesso, le plus expérimenté de la classe politique congolaise ».

Juste Désiré Mondele a rappelé, dans son discours, combien le premier congrès extraordinaire de son parti, qui s'était tenu les 17 et 18 mai 2014, sous la haute direction de son

président Wilfrid N'Guesso, sur le thème : « L'avenir en marche pour une nouvelle République avec Denis Sassou N'Guesso », avait été déterminant pour la dynamique constructive de la République du Congo basée sur des valeurs de partage et de rassemblement de tous les citoyens. Poursuivant son analyse, il a souligné que c'est au cours des assises de ce grand forum que le Club 2002 « prôna une République nouvelle, plus juste, plus équitable, plus généreuse ».

« C'est fort de cette position du parti, qu'en tant que secrétaire général du Club 2002 Pur, j'avais rendu publique la déclaration du 20 janvier 2015, relative à l'appel des forces acquises au renouveau, pour un changement de Constitution, a-t-il rappelé. S'en sont suivies les consultations présidentielles avec une forte participation et une délégation conduite par Wilfrid N'Guesso pour le dialogue de Sibiti 2015, dont nous avons assuré la vice-présidence via le secrétaire général du parti. Aujourd'hui,

nous saluons la maturité du peuple congolais tout en appelant la classe politique à la responsabilité et à l'apaisement ».

A propos du message du président de la République à l'Assemblée nationale, le mardi 22 décembre dernier, le Club 2002 Pur se dit conforté dans sa conviction de la nécessité d'un déroulement progressif des institutions de la République Nouvelle. Il mettra en œuvre, à la fin du mois de janvier 2016, sa direction interne de campagne à cet effet et « nous invitons les Congolais de la diaspora, au-delà des membres et sympathisants de notre parti, à nous rejoindre et à intégrer notre direction de campagne », a clamé le secrétaire général en appelant les partis de la majorité présidentielle, le Parti Congolais du Travail, à réitérer la dynamique du consensus mis en place lors de la campagne du référendum tout en invitant les partis d'opposition à ne plus s'obstiner dans des formes de contestation futiles susceptibles à terme de rompre la concorde nationale et de mettre en péril la vie même de certains Congolais.

« Que ces partis participent plutôt à l'exercice démocratique dans la paix et en apportant au débat



leur contribution politique, économique et sociale. Tel doit être le message fort des Congolais face au terrorisme qui sévit à nos portes et aux conflits civils sans fin, et ce, notwithstanding les forts moyens déployés par la communauté internationale, laquelle a aujourd'hui pour priorité suprême des enjeux de paix et de sûreté environnementaux. Les solutions aux problèmes congolais doivent être trouvées par des Congolais ».

Concluant, le secrétaire général a

appelé les membres de l'assistance à soutenir la candidature du Président Denis Sassou N'Guesso. Au nom de Wilfrid N'Guesso, il a remercié les membres et sympathisants du Club 2002 Pur France-Europe, sous la présidence de Bernard Boueno, pour tous les efforts consentis en vue de donner corps à une dynamique des Congolais de l'étranger « faisant de Paris une rampe de lancement des propositions constructives de notre parti ».

Antoine Daniel Kongo

DISPARITION

Ange Mampouya Ebale conduit à sa dernière demeure

Décédé le 21 octobre au Centre hospitalier et universitaire de Brazzaville à la suite d'une maladie, Ange Mampouya Ebale a quitté la terre des hommes à l'âge de 54 ans. Conseiller municipal à la mairie de Ouessou, dans le département de la Sangha, l'illustre disparu a été enterré, le 29 décembre à Brazzaville, au cimetière privé Bouka.

Le parti congolais du travail (PCT) a rendu un dernier hommage à Ange Mampouya Ebale, en sa qualité de secrétaire à l'administration, finance et matériel

donné le meilleur de lui-même au service de l'intérêt général, le PCT perd là, l'un de ses enfants prodiges, à un moment où sa sagacité et son intégrité va-

maires et élémentaires (CEPE). En 1978, il accéda au collège d'enseignement général Edouard Ombeta de Makoua où ses études avaient été sanctionnées par un Brevet d'études moyennes générales (BEMG). En 1983, il est admis au lycée technique du 1er mai de Brazzaville où il passa quatre ans, avant d'obtenir son baccalauréat G2 comptabilité.

Ainsi, il sera recruté dans la société Hydro-Congo en 1987, au grade de secrétaire principal d'administration. De 1990 à 1999, il occupa successivement les postes de chefs de service juridique, administratif et du personnel. Sa vie politique quant à elle, est marquée par son entrée dans les rangs de l'Union de la jeunesse socialiste congolaise (UJSC), en qualité d'activiste. En 1987, il est membre du PCT. En 2000, il intègre les rangs des membres des forces démocratiques unies (FDU) de la Sangha. Il est élu conseiller municipal à la mairie de Ouessou en 2008. En 2012, il est élu membre du secrétariat fédéral du PCT de la sangha, chargé de l'administration finance et matériel. Il a ensuite été réélu conseiller municipal à la mairie de Ouessou en 2014, titre qu'il occupa jusqu'au dernier jour de sa vie. De son vivant, il fut également opérateur économique. « Discret », « calme », « humble » et « travailleur », c'est ce que l'on retiendra de Ange Mampouya Ebale.

Josiane Mambou Loukoula

INFRASTRUCTURES

François Ibovi satisfait de l'évolution des travaux de construction de l'hôpital général de Brazzaville

Le ministre de la Santé et de la population qui a visité le 28 décembre, ce chantier situé à Nkombo, dans le 9^e arrondissement de Brazzaville, notamment derrière le Centre national de radio et de télévision, confié à la société brésilienne Asperbras, en est sorti satisfait.

Les travaux de construction de l'hôpital général de Brazzaville avancent normalement, en dépit de la conjoncture économique assez difficile dans le pays. Le ministre de la Santé, François Ibovi a visité les différents compartiments de cette infrastructure sanitaire qui attire déjà la curiosité des passants ; il n'a pas manqué d'en apprécier positivement l'état d'avancement des travaux. « Contrairement à ce qui peut se dire, les travaux avancent normalement. Nous venons d'échanger avec le responsable du chantier, il nous a confirmé que tous les matériaux utilisés à l'intérieur comme à l'extérieur sont conformes aux normes européennes. Il n'y a donc pas de souci particulier, les Brazzavillois peuvent attendre patiemment un hôpital général qui fera la différence avec tout ce qui existe actuellement dans le pays », a rassuré le ministre.

S'inscrivant dans le cadre de la politique gouvernementale visant à doter chaque chef-lieu de département d'un hôpital général, les travaux de Brazzaville, dont la fin était envisagée au départ pour cette année, devront sans doute continuer encore. Interrogé sur cette question par la presse, le ministre de la Santé a indiqué que la baisse brutale du prix du baril du pétrole a forcément impacté sur le budget de l'Etat. « Vous savez également qu'il y a eu un collectif budgétaire à cause de cela, mais ce qui est important c'est la tendance qui est maintenue. Malgré ces difficultés, le président de la République a maintenu l'effort pour l'aboutissement heureux de la construction de cet hôpital et les autres en construction dans tous les départements », a conclu François Ibovi, espérant que les travaux prendront fin en 2016.

Parfait Wilfried Douniama



Les membres de la fédération PCT-Sangha devant la dépouille mortelle

du conseil fédéral du PCT de la Sangha. « Son parcours exemplaire donne à relever, avec respect, la double leçon de grandeur et de servitude que nous légue ce camarade, dont la destinée, pourtant hors du commun, aura été semblable à celle qu'en définitive, la fatalité nous réserve, à savoir : l'impermanence de la vie et la dimension libératoire de la mort (...) Avec la disparition de ce camarade émérite, qui a

laient d'être utilement mises à contribution pour porter le parti à l'un des plus grands combats politiques qui pointent à l'horizon », peut-on lire dans l'oraison funèbre.

Qui était Ange Mampouya Ebale
Né le 24 mai 1961 à Ouessou, il fit ses études primaires à l'école officielle de Ouessou, actuelle école Milandou, de 1972 à 1977 où il obtint son certificat d'études pri-

COMMUNIQUE POUR LA MISE A JOUR DE LA BASE DE DONNEES DES FOURNISSEURS DE BIENS ET SERVICES POUR LE BUREAU REGIONAL DE L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE (OMS)

Dans le cadre de la mise à jour de sa base de données des fournisseurs de biens et services, le Bureau Régional de l'OMS invite les prestataires dans les domaines listés ci-après et souhaitant devenir fournisseurs de l'OMS ou confirmer leur statut de fournisseur, à venir se faire recenser. Le recensement aura lieu à :

- Brazzaville, du 04 au 15 janvier 2016 dans les locaux de l'OMS Congo situé au quartier Plateau Centre-Ville, Avenue Général Charles de Gaulle,
- Pointe Noire du 11 au 15 janvier 2016, à SUECO derrière l'agence centrale SNE Centre-Ville.

Il est demandé aux prestataires de présenter un dossier administratif composé des éléments suivants :

1. profil de l'entreprise,
2. registre de commerce,
3. copie de l'attestation d'immatriculation aux impôts (NIU),
4. patente de l'année en cours,
5. copie d'identité bancaire,
6. états financiers vérifiés ou comptes financiers certifiés,
7. structure de l'entreprise,
8. liste des clients actifs et des références professionnelles,
9. carte de commerçant (optionnel).

Liste des domaines :

- | | | | |
|--|--|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> - Vaccins - Produits pharmaceutiques - Tests de diagnostic rapide (TDR) - Kit sanitaire (Interagency Diarrheal Disease Kit, Interagency Emergency Health Kit, etc.) - Réactifs de laboratoire - Produits chimiques de laboratoire - Incinérateurs - Clinique mobile et unité de traitement - Matériel médical - Mobilier hospitalier - Autopsie - Matériel de laboratoire - Stylos à encre indélébile - Insecticides et pesticides, et matériel d'application y afférent - Moustiquaires (Moustiquaire Imprégnée d'Insecticide Longue Durée, traitées, non traitées) - Réfrigération et climatisation | <ul style="list-style-type: none"> - Matériel/produits de purification et d'approvisionnement en eau (Sulfate d'alumine, Chlore, Chaux, Milieu de Culture, etc.) - Matériel technique (outils électriques et électroniques, appareils de mesure) - Quincaillerie - Groupes électrogènes (générateurs, fixes/mobiles et à grande puissance) et pièces détachées - Pompes et pièces détachées - Matériel mobile (cliniques mobiles et fixes, tentes, camping, cuisine, couchage) - Sécurité/protection balistique - Matériel radio (High Frequency, Very High Frequency, Ultra High Frequency) - Téléphones mobiles et satellite - Systèmes d'énergie solaire - Véhicules et pièces de rechange | <ul style="list-style-type: none"> - Matériel informatique (ordinateurs portables et de bureau, et accessoires, serveurs, switches, routeurs, logiciels) - Mobiliers et accessoires de bureau - Gaz - Papier hygiénique - Papier essuie main - Savon liquide - Construction et réhabilitation bâtiments - Petites et moyennes entreprises pour les travaux occasionnels (vidange fosses, etc.) - Assurance - Vidéo surveillance - Téléphonie mobile - Lutte contre l'incendie et protection - Impression - Location de voitures - Transport de marchandises - Dédouanement - Groupeur de marchandises | <ul style="list-style-type: none"> - Gestion d'installation/des bâtiments - Restauration et organisation d'événements - Entretien et réparation des véhicules - Gestion et entretien des espaces verts - Entretien électromécanique (générateurs, ascenseurs, transformateurs, onduleurs, climatiseurs, électricité, eau et plomberie) - Services ménagers et de conciergerie - Agences de voyage - Services de location de voitures - Services médicaux et cliniques - Carburant et lubrification - Sécurité et surveillance - Formation en informatique et conseil en gestion - Hôtels et restaurants - Centres de remise en forme |
|--|--|--|--|

VISITEZ LE MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Musée du Bassin du Congo

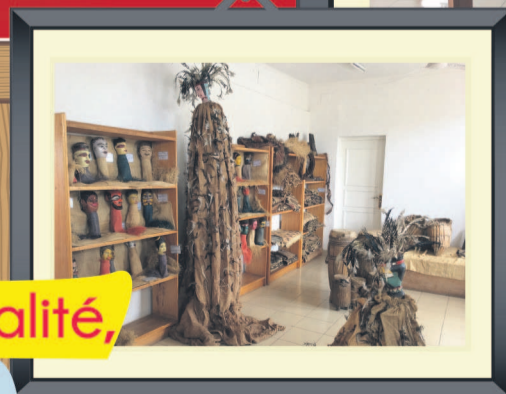
galerie CONGO
ARTS ET EXPRESSIONS

du LUNDI
au VENDREDI (9h-17h)
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES

CÉRAMIQUES MUSIQUES



L'art dans sa **Généralité,**
de la **Tradition**
à la **Modernité**

Situé sur **84 Boulevard Denis Sassou N'Guesso**
immeuble les manguiers (Mpila)
dans l'enceinte des **Dépêches de Brazzaville**

COOPÉRATION MILITAIRE

Deux nouveaux attachés de défense accrédités au Congo

La cérémonie d'accréditation des nouveaux attachés de défense près l'Ambassade du Tchad et de la Turquie au Congo s'est déroulée le 28 décembre, au cercle mess des officiers en présence du ministre à la présidence de la République, chargé de la défense nationale, Charles Richard Mondjo.

Il s'agit du colonel Abdel-Khairi Vissia Tougodi désigné par le Tchad et le lieutenant-colonel Salim Atilla Tosum par la Turquie. Ils assument les fonctions d'attachés de défense au Congo. Leur présentation officielle a été faite par le directeur des Relations internationales et de la coopération militaire, le colonel Jean Aimé Igoumba.

Biographie

Le colonel Abdel-Khairi Vissia Tougodi est née le 1^{er} janvier 1975 à Bongor Silé II. Marié et père de trois en-



Les nouveaux attachés de défense au Congo (crédit-adiac)

fants, il a intégré les Forces armées tchadiennes en 1993 et est titulaire de plusieurs diplômes, à savoir : Brevet de

l'académie militaire obtenu au Soudan, Brevet d'artillerie obtenu à Oran, diplôme d'administration militaire obtenu

à Koulikoro au Mali, certificat fondamental aux opérations de maintien de paix obtenu à Koulikoro au Mali, diplôme

d'état-major obtenu à Koulikoro au Mali, diplôme de gestion publique et management obtenu en Chine, diplôme d'étude de défense et stratégie, obtenu à l'université de la défense de Chine.

Il a, par ailleurs, occupé plusieurs fonctions dont celle de directeur de la sécurité rapprochée du président de la République.

Le lieutenant-colonel Salim Atilla Tosum désigné pour assumer les fonctions d'attaché de défense près de l'Ambassade de Turquie au Congo avec résidence à Kinshasa est né en 1973.

L'officier supérieur Turque qui est marié et père de deux enfants, a fait son entrée à l'école des officiers en 1992. Il a intégré l'armée de terre en 1996 pour faire partie du corps des transports.

Lydie Gisèle Oko

VIH-SIDA/CONGO

Une stratégie de réduction de la stigmatisation et la discrimination en phase d'étude

La secrétaire exécutive du Conseil national de lutte contre le VIH-Sida, Marie Franck Puruehnce, a ouvert, le 28 décembre à Brazzaville, l'atelier d'élaboration de la stratégie de lutte contre la stigmatisation et la discrimination des personnes vivant avec le VIH-Sida (PvviH).

La stratégie adoptée va contribuer à l'atteinte de la vision contenue dans le cadre stratégique de lutte contre le VIH et le Sida 2014-2018 qui, consiste à faire du Congo un environnement favorable à l'accomplissement des droits des PVVIH.

Séance tenante, les participants à cette rencontre vont assister à la présentation d'une étude et vont décider de mettre en place un plan stratégique d'actions de lutte contre la stigmatisation et la discrimination des personnes vivant avec le VIH-Sida.

L'impact négatif de la stigmatisation sur la prévention du VIH et la prise en charge est documenté. Et la stigmatisation sera analysée au plan qualitatif au Congo, où la prévalence VIH est faible (3,2%). Des mesures quantitatives sont encore nécessaires pour identifier les formes et manifestations majeures de la stigmatisation.

« Les données issues de la présente étude sont de qualité et décrivent de façon fine les pratiques discriminatoires envers les PVVIH en milieu judiciaire, communautaire, au travail, à l'hôpital, à l'école, à l'église etc. », a indiqué Marie Franck Puruehnce.

Pour avoir un accès universel à la prévention, au traitement, aux soins et au soutien des personnes vivant avec le VIH et le Sida, une étude a été conduite auprès des personnes ayant déjà subi le test VIH. Les personnes séropositives ont été interrogées sur les conséquences du résultat VIH. Leur vécu de la stigmatisation a été évalué à travers des indicateurs de manifestations de la stigmatisation, regroupés en trois formes de stigmatisation/discrimination.

L'étude va révéler l'expérience de la stigmatisation dans les relations interpersonnelles et rapporter davantage le vécu des PVVIH qui ont rapporté leur quotidien : ceux qui ont un faible niveau de scolarisation, les veufs/veuves ou séparés, les membres d'association, et la stigmatisation dans les services de santé souvent restituée par les membres d'association.

De cette étude, le grand public et les décideurs attendront aussi des propositions sur les programmes de prise en charge. Les activités d'appui psychosocial ciblant davantage l'individu doivent être développées, surtout au sein des associations.

Rappelons qu'au Congo comme ailleurs, les premières années de l'épidémie du VIH ont été marquées par des attitudes, des comportements et des actes défavorables à l'égard des personnes vivant avec le VIH et de leur entourage. Les réactions observées par ailleurs à l'égard d'autres malades, d'autres individus ou d'autres groupes, du fait de la connotation négative de la pathologie dont ils souffrent ou de leur appartenance ethnique ou religieuse, ont été appelées « stigmatisation ».

Fortuné Ibara

SANTÉ PUBLIQUE

Des jeunes de la Likouala enrichissent la banque de sang du CNTS

Une centaine de jeunes originaires du département de la Likouala, dans le nord Congo, ont offert le 27 décembre des poches de sang au Centre national de transfusion sanguine (CNTS)

Le geste a été posé au nom de la Fédération des jeunes de la Likouala pour le développement du Congo (FJLDC), une organisation encore en état de gestation. Selon les responsables de cette association, l'objectif est, à travers ce geste, de rappeler l'importance du sang, un médicament qui n'a pas de prix. « C'est pourquoi, nous avons décidé volontiers de venir faire ce don de sang. Vous savez, donner du sang est un acte altruiste, philanthropique, un acte d'amour qui sauve des vies et qui concourt à la survie de l'humanité. Si bien que nous sommes ici ce matin pour aider les malades qui manquent de sang », a expliqué

Bichard Ahmat, membre de la commission ad hoc de la FJLDC. Un geste positivement apprécié par la direction du CNTS qui est revenue sur les vraies motivations de ces jeunes. « Aujourd'hui c'est la solidarité aux malades. Ils sont arrivés ce matin parce qu'ils ont connu deux morts dans leur organisation, faute de sang ce jour-là. Pour eux, c'est une contribution à la lutte contre

la mort. Il s'agit notamment de la mission du CNTS de faire en sorte que les produits sanguins ne manquent pas. Mais comme le sang est

nous emmènera au développement. L'union fait la force, ce n'est pas par la taille que nous vaincrons ; mais ensemble nous allons vaincre. Nous voulons en quelque sorte bannir toutes les divisions possibles dans notre département », a conclu Bichard



Une vue des membres de l'association ayant participé au don de sang

quelque chose qui se donne en cas d'urgence, ils ont ainsi manifesté leur indignation. », a indiqué Louis Norbert Quentin Yombo, chef de service communication et promotion du don de sang au CNTS. Rappelons que la FJLDC dont l'une des missions est de fédérer toutes les associations de la jeunesse likoualienne, est dans les préparatifs de sa sortie officielle. « Notre but est de pouvoir rassembler tous les jeunes de la Likouala parce que l'unité est ce qui

Ahmat. Espérons que la naissance de cette organisation permettra aux filles et fils de la Likouala de retrouver finalement l'unité tant souhaitée car ce département est l'un de ceux qui donnent une mauvaise image dans le pays en raison des divergences entre ses divers cadres. Certains jeunes, d'ailleurs, avaient déjà emboîté le pas en dénonçant ouvertement les actions de certains aînés du terroir.

Parfait Wilfried Douniama

Offre
spéciale



LE MEILLEUR POUR
MON MOTEUR

* 1 bidon de 1L acheté = 1 désodorisant TOTAL offert.
1 bidon de 4L acheté = 1 tee-shirt TOTAL offert.

* Dans la limite des stocks disponibles



Gagnez un cadeau* pour tout achat de lubrifiant TOTAL!
Jusqu'au 31 Janvier 2016 dans toutes les stations TOTAL.

www.totalcongo.com



TOTAL

COMMITTED TO BETTER ENERGY

Énergisons la vie. Chaque jour

ÉDUCATION

Les responsables des établissements de Brazzaville réfléchissent à l'avenir de l'enseignement secondaire

Le ministre de l'Enseignement primaire et secondaire, de l'alphabétisation, de la jeunesse et de l'éducation civique, Anatole Collinet Makosso, a procédé le 28 décembre au lancement des travaux du séminaire de renforcement des capacités de gestion des membres des équipes de maîtrise des établissements du secondaire

Animé par des experts du sous-secteur de l'enseignement général, cet atelier de trois jours se veut être une véritable occasion d'apporter une plus-value aux participants dans la conduite des activités pédagogiques de leurs établissements respectifs. En effet, les responsables des établissements publics de Brazzaville sont édifiés sur des thématiques diverses, parmi lesquelles : image d'un chef d'établissement et qualités managériales ; gestion pédagogique, financière, du patrimoine et du temps ; pédagogie de la classe ; rédaction administrative.

« En vous donnant la peine de puiser dans nos abondants textes administratifs la substance nécessaire, vous vous mettez à l'abri des maux tels que la gabegie, l'opacité, l'utilisation irrationnelle des fonds de la gratuité, l'autoritarisme, l'esprit de suffisance..., qui gangrènent hélas ! nos établissements scolaires », a rappelé la directrice générale de l'enseignement secondaire, Clémence Ossey, pour qui l'intérêt de la session est sans nul doute, de forger un véritable portrait-robot d'un membre de l'équipe de maîtrise, pour en faire un « School leader ».

Présidant les travaux dans la salle

de conférences de la préfecture de Brazzaville, remplie de monde, le ministre Anatole Collinet Makosso n'a pas hésité à dénoncer les comportements de certains chefs d'établissements. « L'éducation n'est pas une marchandise. On ne dirige pas une école comme on administre une entreprise en pensant réaliser des bénéfices pour se partager des dividendes entre les membres de l'équipe de maîtrise. Les ressources affectées par l'Etat pour la gratuité scolaire et le bon fonctionnement des établissements se doivent d'être gérées avec parcimonie pour que les élèves en tirent le plus grand bénéfice en vue de l'amélioration de leurs conditions d'étude et de leurs rendements », a-t-il mis en garde.

« Les examens d'Etat doivent se dérouler sans fraude »

Selon lui, le but poursuivi à travers l'organisation de ce séminaire est d'améliorer les capacités de gestion des participants dans leurs structures scolaires afin qu'ils soient capables d'exercer de nouvelles formes d'habileté et de relever le défi de la chute vertigineuse du taux d'échec constaté à la fois au BEPC et au

baccalauréat. « Il vous appartient de vous montrer à la hauteur des grands enjeux qui sont ceux de notre département ministériel en ce qui concerne précisément l'organisation efficiente des examens d'Etat. Il s'agit pour vous de vous appliquer et d'accompagner nos élèves afin de leur garantir le succès. La première exigence de cette année scolaire est l'amélioration du taux d'admission aux examens et la lutte contre l'échec scolaire. Et ces examens doivent se dérouler sans fraude », a poursuivi le ministre en charge des questions de l'Éducation de base.

Dans la perspective de l'amélioration des résultats scolaires dans les classes d'examen, des journées d'incitation et de préparation des élèves aux examens d'Etat doivent, a martelé le ministre, être créées et/ou améliorées. Notons que ces séminaires s'étendront dans les autres départements du pays afin de permettre à tous les responsables d'établissements de bénéficier des mêmes instructions en matière de gestion scolaire. Le ministre Anatole Collinet Makosso a, enfin, exhorté la direction générale de l'enseignement secondaire à réfléchir à une approche devant permettre d'identifier les meilleures équipes de maîtrise des établissements afin de les primer au cours d'une cérémonie qui leur sera dédiée.

Parfait Wilfried Douniama

BURKINA FASO

Le nouveau président Roch Kaboré prête serment

Elu à l'issue de la présidentielle du 29 novembre dès le premier tour avec plus de 53% des voix, Roch Marc Christian Kaboré a été investi président de la République du Burkina Faso, le mardi 29 décembre, en présence de plusieurs dirigeants étrangers.

« Je jure devant le peuple burkinabè et sur mon honneur de préserver, de respecter, de faire respecter et de défendre la Constitution et les lois, de tout mettre en œuvre pour garantir la justice à tous les habitants du Burkina Faso », a déclaré Roch Kaboré devant les sages du Conseil constitutionnel, avant de remettre la déclaration de ses biens qui sera transmise à l'Autorité supérieure de contrôle d'Etat et de lutte contre la corruption, rapporte le site d'information Burkina24. En effet, parmi les défis qui attendent le nouveau président, il y a la réforme socio-économique, l'emploi des jeunes, l'unification des forces de défense et de sécurité, la lutte contre l'impunité, le mal-gouvernance, le phénomène de la corruption... Lors de la campagne électorale, Roch Kaboré avait mis en avant sa longue expérience de la gestion des affaires de l'Etat.

Le nouveau président du Burkina Faso a la réputation d'être un homme de dialogue, consensuel et capable de pouvoir se placer au-dessus des intérêts partisans. Le chantier ne sera sans doute pas facile pour Roch Kaboré issu du régime Blaise Compaoré, mais aussi avec un passé politique proche des idées de Thomas Sankara. Avec 55 élus sur 127 sièges au Parlement, le parti présidentiel n'a pas réussi à obtenir la majorité absolue, obligeant son camp à négocier avec les petits partis proches de sa sensibilité social-démocrate pour former une coalition et gouverner le pays.

Le président Kaboré n'est pas en réalité un nouveau venu dans la vie politique au Burkina. Il est bien connu des populations pour avoir été un fidèle de Blaise Compaoré pendant trois décennies, occupant plusieurs fonctions importantes de l'Etat : il a été successivement ministre de Transport, Communication, Plan, et Finances avant de faire son entrée à la primature en 1994. Il sera aussi député, Président de l'Assemblée nationale pendant 10 ans, tout en assurant la présidence du Congrès pour la démocratie et le progrès (CDP), le parti de Blaise Compaoré. Séduit très tôt par les idées de la gauche radicale, Roch Kaboré a milité, à son retour au pays en 1984, au sein du parti marxiste l'Union de lutte communiste reconstruite (ULC-R), qui avait soutenu la prise de pouvoir à Ouagadougou par Thomas Sankara. Proche du gouvernement révolutionnaire que dirige Sankara, le nouveau président burkinabè se fait alors connaître en devenant à 27 ans le plus jeune directeur de la Banque internationale du Burkina (BIB). Mais après l'assassinat de Sankara, alors que les marxistes sont poursuivis par les hommes de Blaise Compaoré qui avaient pris le pouvoir, il se rallie au camp des putschistes.

Fiacre Kombo

Congo Terminal, à l'écoute de ses clients.

05 775 01 10

**Ouverture officielle du Service Clients.
Lundi à Vendredi de 08h à 12h30
et de 14h30 à 17h30.**

[E-mail : ServiceClients@congo-terminal.com](mailto:ServiceClients@congo-terminal.com)

CONGO TERMINAL
POINTE-NOIRE



LE TRAVAIL D'ABORD !



TNT AFRICA C'EST :

- Plus de 70 chaînes nationales et internationales
- Une image numérique
- Un son stéréo
- Une technologie sans parabole
(Adaptable sur votre antenne râteau)

Contactez-nous

Service Client TNT : 06 410 08 68

01 410 08 68

☎ 888

10 000 FCFA

Les bouquets TNT AFRICA vous sont proposés par Digital Networks Africa



LIBERTÉ DE LA PRESSE

110 journalistes tués dans le monde en 2015, selon RSF

Le rapport 2015 de Reporters sans frontières (RSF) rendu public, mardi à Paris, indique que davantage de journalistes ont été assassinés cette année en raison de leur travail ou décédés de morts suspects. Au Total 110 d'entre eux ont perdu la vie, souligne l'étude.

L'analyse fait état de 67 journalistes qui ont été tués cette année en raison de leur profession ou dans l'exercice de leur mission. Elle note que 43 personnes ont perdu la vie sans motif déterminé alors que 27 journalistes-citoyens et sept collaborateurs des médias ont trouvé également la mort.

Le texte précise que contrairement à ce qui s'était passé en 2014 où 2/3 des journalistes avaient été tués dans les zones de conflits, cette année, les 2/3 l'ont été hors des zones de conflits, c'est-à-dire « en temps de paix ». L'Irak, la Syrie, la France, le Soudan du Sud, l'Inde et le Mexique font partie des Etats où plus de journalistes sont morts dans l'exercice de leurs activités. Eu égard à ce sombre tableau qui place la France au troisième rang parmi les pays

les plus meurtriers pour les journalistes en 2015, après la Syrie et l'Irak, RSF déplore le manque d'implication de certains États dans la protection des journalistes et demande une « réaction à la hauteur de l'urgence ». Le bilan annuel des exactions contre les journalistes s'appuie sur des données précises, collectées grâce à l'activité de veille de RSF.

Les auteurs du rapport font également mention des reporters frappés dans les capitales de certains pays, éloignées des zones de conflits armés. C'est le cas de l'attaque de Charlie Hebdo à Paris qui coûta la vie à douze personnes dont huit journalistes le 7 janvier. Le bilan dressé par RSF relève aussi que 54 journalistes sont retenus en otage à travers le monde (dont 26 en Syrie) et 153 autres détenus (dont 23

en Chine, 22 en Egypte et 18 en Iran).

787 est le nombre total de reporters tués depuis 2005 dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions. Ce nombre élevé est « imputable à une violence de plus en plus délibérée contre

des groupes non étatiques perpètrent des exactions ciblées contre les journalistes, tandis que de trop nombreux États ne respectent pas leurs obligations. Les 110 reporters tués cette année doivent générer des réactions à hauteur de

sécurité des journalistes et la question de l'impunité, rendu public le 6 août dernier. Dans ce texte Ban Ki-moon s'alarmait de cette situation en ces termes : « Je suis profondément inquiet par l'incapacité à réduire la fréquence et l'ampleur des violences ciblées auxquelles sont confrontés les journalistes et l'impunité presque absolue pour de tels crimes »

Basée à Paris, RSF dont la création date de 1985, est une organisation non-gouvernementale qui a pour mission la défense de la liberté de la presse et la protection des sources des journalistes. Aujourd'hui, elle dispose de correspondants dans 130 pays. Pour répondre à la persistance et la diversité des risques encourus par les journalistes, RSF a publié le 15 décembre 2015, en partenariat avec l'Unesco, une édition revue et corrigée du Guide pratique de sécurité pour les journalistes.

Nestor N'Gampoula

« Je suis profondément inquiet par l'incapacité à réduire la fréquence et l'ampleur des violences ciblées auxquelles sont confrontés les journalistes et l'impunité presque absolue pour de tels crimes »

les journalistes, et témoigne de l'échec des initiatives en faveur de leur protection », souligne RSF. « Il est impératif de mettre en place un mécanisme concret pour l'application du droit international sur la protection des journalistes, a déclaré Christophe Deloire », secrétaire général de l'organisation à la suite de la publication du rapport de l'organisation. « Aujourd'hui,

l'urgence : un représentant spécial pour la protection des journalistes auprès du secrétaire général des Nations unies doit être nommé sans tarder », a-t-il insisté.

Les résultats de l'étude de RSF sur la situation des journalistes dans le monde ne surprennent guère puisqu'ils reviennent sur les points évoqués par le secrétaire général de l'ONU dans son rapport annuel sur la

AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE

Les forces françaises appuient les pays du G5 Sahel dans la lutte contre le terrorisme

Planifiée et conduite par les forces armées des pays du G5 Sahel, la force Barkhane a appuyé au nord de la frontière nigéro-tchadienne une opération conjointe de lutte contre les groupes armés terroristes dans l'opération Gougoua et dans l'opération Luckcham menée conjointement par le Mali et la Mauritanie aux groupes terroristes mobiles franchissant des frontières.

L'opération Gougoua a réuni plus de 200 militaires nigériens, tchadiens et français, dans la région dite « des trois frontières », avec pour objectif de perturber les flux logistiques des groupes armés terroristes. Auparavant, les principaux chefs tactiques se sont retrouvés au PC tripartite installé à

Madama au Nord du Niger, pour vérifier et répéter les différentes phases d'action et les derniers détails de coordination.

Au départ de Madama, une phase de raid blindé a permis la mise en place de phases de reconnaissance et de contrôle de zone permettant d'occuper le terrain et de marquer la présence de la force. L'efficacité de la force a ainsi été démultipliée par la coordination des moyens. Au bilan, 9 pick-ups, de l'armement, des munitions et de la drogue ont été saisis, permettant de porter un nouveau coup aux flux logistiques qui alimentent les terroristes.

Organisée à l'ouest de Tombouctou, l'opération Luckcham, répond également à des opérations conjointes transfrontalières,

entre le Mali et la Mauritanie. Elle coordonne les forces armées des deux pays de part et d'autre de la frontière sur des missions de reconnaissance, de bouclage et de ratissage de zone.

Les forces partenaires sont appuyées par la force Barkhane. Une charte a été récemment signée dans ce sens par les chefs d'état-major des pays du G5 Sahel, le 8 décembre, avec un cadre juridique reconnu officiellement par le Conseil de sécurité des Nations unies.

L'opération Gougoua et l'opération Luckcham s'inscrivent dans la logique de partenariat des pays du G5 Sahel dans la lutte contre le terrorisme. Plus de 100 opérations ou missions de ce type ont été menées depuis le lancement de l'opération Barkhane, le 1er août 2014.

Dans la nuit du 19 au 20 décembre, les forces françaises ont conduit une autre opération dans la région de Ménaka, au Mali, contre des éléments affiliés au groupe terroriste Al Mourabitoun, responsable de nombreux attentats à l'encontre des populations malienne et nigérienne, des forces locales et des forces internationales. Au terme des violences, 2 pick-ups et une dizaine de motos ont été saisis, une dizaine de terroristes ont été neutralisés, une quantité importante d'armements et d'explosifs a été récupérée.

N.Nd.

MONNAIE

Le Zimbabwe se convertit au yuan

Le Zimbabwe qui avait abandonné la monnaie locale pour le dollar américain à cause d'une inflation galopante, va désormais payer avec le yuan chinois.

Un triple étiquetage sera bientôt en vigueur. Depuis six ans, le Zimbabwe a progressivement échangé ses millions de milliards de dollars zimbabwéens en dollars américains. Le rand sud-africain a lui aussi trouvé sa place dans le pays. La Chine va accroître l'utilisation du yuan dans cette économie à monnaies multiples.

« Ils (la Chine) ont dit qu'ils annulaient nos dettes qui arrivaient à échéance cette année et nous sommes en train de finaliser les instruments de dettes et de les recalculer », a déclaré le ministre des Finances Patrick Chinamasa, dans un communiqué.

Patrick Chinamasa a également annoncé que le Zimbabwe allait accroître l'offre légale du yuan alors que le pays cherche à accroître ses échanges commerciaux avec Pékin. « L'acceptation du yuan devrait nous offrir de nouvelles possibilités dès l'année prochaine », a déclaré le président Robert Mugabe.

« Je suis heureux que le ministre des Finances et le gouverneur de la banque centrale cherchent d'autres stratégies pour réformer le secteur bancaire et injecter des liquidités dans notre marché », a-t-il ajouté.

Le Zimbabwe a abandonné son propre dollar en 2009 après l'hyperinflation qui avait atteint le chiffre de 500 milliards pour cent le rendant inutilisable. Le pays a alors commencé à utiliser plusieurs devises étrangères comme le dollar américain et le rand sud-africain. Le yuan fut ensuite ajouté à un panier de devises étrangères mais l'utilisation n'a pas été validée pour des transactions publiques dans un marché dominé par le billet vert.

La Chine est le premier partenaire commercial du Zimbabwe. Boudé par ses anciens partenaires commerciaux occidentaux sous le prétexte de violations des droits de l'Homme, le président Robert Mugabé, au pouvoir depuis l'indépendance en 1980, a choisi d'adopter une stratégie tournée vers l'Orient, scellant de nouvelles alliances avec des pays d'Asie de l'est et renforçant les alliances déjà existantes.

Le président chinois, Xi Jinping, a effectué une visite officielle au Zimbabwe en décembre dernier, un événement rare dans ce pays souvent boudé par les leaders mondiaux. Cette visite a permis la signature de plusieurs accords, visant principalement à améliorer et à reconstruire les infrastructures du Zimbabwe notamment dans le domaine de l'énergie.

Noël Ndong

NÉCROLOGIE

Ntsayouolo Siméon, agent des Dépêches de Brazzaville, et famille annoncent aux parents, amis et connaissances le décès de leur fille et petite-fille, la nommée Ntsayouolo Germany, survenu à Brazzaville le 24 décembre 2015 à l'hôpital de Talangaï des suites d'une longue maladie. La veillée mortuaire se tient au n°4 de la rue 5 Février à Mikalou. La date de l'inhumation est fixée au mercredi 30 décembre à Brazzaville.



ELECTION PRÉSIDENTIELLE EN RCA

Trois favoris talonnés par trois fils d'anciens présidents

Après plus de deux semaines de campagne, les électeurs centrafricains seront aux urnes ce mercredi pour choisir entre trente candidats le quel dirigera ce pays au cours des cinq prochaines années. De l'avis de certains observateurs, trois candidats, Anicet Georges Dologuele, Martin Ziguélé et Abdoul Karim Meckassoua sortent du lot. Ils sont cependant talonnés par trois fils d'anciens présidents qui ont également fait parler d'eux.

Après deux échecs face à François Bozizé, Martin Ziguélé, 58 ans, fait figure de favori, puisque son parti, le MLPC étant assez structuré, est présent dans toutes les préfectures du pays. Mais cet ancien Premier ministre de feu Ange-Félix Patassé doit surmonter au moins deux handicaps : une partie de la population considère qu'il a soutenu le coup d'Etat de l'ancienne rébellion Séléka, ce dont il se défend, et ses détracteurs l'accusent d'être le candidat de la France en tant que membre de l'Internationale socialiste. Martin Zinguélé est néanmoins considéré comme un homme à poigne. Il a lancé, en tant que Premier ministre, une opération mains propres visant les douaniers véreux et a provoqué le limogeage

de François Bozizé du poste de chef d'état-major de l'armée en 2001.

Egalement âgé de 58 ans, Anicet Georges Dologuele est lui aussi un ancien Premier ministre d'Ange-Félix Patassé. Banquier, il est soutenu par les milieux d'affaires du pays, et a obtenu le ralliement du parti de François Bozizé à sa candidature. Mais cette alliance pourrait être à double tranchant : bien que divisés, les partisans du KNK, parti de l'ex-président Bozizé, représentent une part importante de l'électorat, cette alliance pourrait également être un obstacle pour une autre frange des Centrafricains, qui considèrent que Bozizé fait partie du problème, en tant que « parrain » des Anti-balaka. Abdou Karim Meckassoua, à 61 ans, jouit d'une réputation d'homme rigoureux. Plusieurs fois ministre sous le régime Bozizé, il a ses connexions dans la sous-région, selon l'AFP. Il a également su obtenir le soutien de nombreux relais d'influence dans le pays. Musulman, Karim Meckassoua devra dépasser la division intercommunautaire du fait des crimes et des pillages commis par l'ex-Séléka, dont il fut pourtant un

détracteur.

Trois fils des anciens chefs d'Etat centrafricains veulent exploiter l'héritage de leurs défunts pères : Eugène Sylvain Ngakoutou Patassé, fils d'Ange-Félix Patassé, (président centrafricain de 1993 à 2003) il est opérateur économique dans le secteur du diamant. Sans expérience politique, il se lance dans la course présidentielle pour la première fois comme candidat indépendant. Désiré Nzanga Bilal Kolingba, est le fils aîné d'André Kolingba (président de 1981 à 1993). Economiste et ancien représentant de la Banque mondiale à Bangui, il a été plusieurs fois ministre sous François Bozizé. En janvier 2014, il perd de justesse face à Catherine Samba-Panza pour prendre le poste de chef de l'État de transition, en remplacement de Michel Djotodia.

Enfin, Jean-Serge Bokassa, est le fils de l'ex-empereur Bokassa qui a dirigé la Centrafrique de 1966 à 1979. Agé de 43 ans, Serge Bokassa est ancien ministre et ancien député. Il se présente pour la première fois comme candidat indépendant à la présidentielle.

Fiacre Kombo

ITALIE-LIBYE

Matteo Renzi s'entretient avec Fayez el-Sarraj

Le futur premier ministre libyen a fait le déplacement de Rome lundi où il s'est vu confirmer l'engagement de l'Italie à aider le processus de paix dans ce pays.

La première visite en Europe du premier ministre désigné du futur gouvernement d'union nationale libyen a été réservée à l'Italie. Le gouvernement est prévu pour se mettre en place en Libye à la mi-janvier suivant les dispositions de l'accord signé par une partie des belligérants à Skhira, au Maroc, le 17 décembre dernier. Le Conseil de sécurité de l'ONU appuie les efforts diplomatiques de sortie de crise en Libye et espère que l'entente entre les frères ennemis débouchera sur une stabilisation du pays. Il y va de la sécurité de tous alors que l'Etat islamique a mis pied en Libye où il entretiendrait des camps d'entraînement terroriste.

Au Palais Chigi, la primature italienne à Rome, M. Fayez el-Sarraj a reçu lundi les encouragements optimistes de M. Matteo Renzi. Le premier ministre italien a, en effet, dit « sa pleine confiance en la capacité des nouvelles autorités libyennes à faire face aux défis imminents qui les attendent, à commencer par la formation du gouvernement et la construction du cadre institutionnel sous le signe de l'inclusion et de la réconciliation nationale ».

« La nouvelle Libye pourra compter sur l'appui décisif de l'Italie, en coordination avec la communauté internationale. L'Italie est prête à répondre rapidement, et dans le cadre nécessaire de la légalité internationale, aux éventuelles demandes d'assistance de la Libye », a assuré M. Renzi, dont le pays est lié par l'histoire à la Libye ainsi que par une coopération énergétique forte. Ancienne puis-

sance coloniale, l'Italie veut pouvoir lutter contre les réseaux de passeurs de migrants clandestins et s'inquiète de la menace que l'EI fait peser sur ses intérêts économiques en Libye, en particulier les terminaux pétroliers.

L'Italie a, par ailleurs, été menacée d'attaques par l'Etat islamique ainsi que d'infiltrations terroristes dans les flux migratoires, la prenant pour destination. Il y a deux semaines, le ministre italien de la Justice, Andrea Orlando a même reçu une lettre de menaces de l'organisation terroriste contenant des balles de kalachnikov et ces mots : « Nous entrerons à Rome et nous te couperons la tête ». L'Italie aurait déjoué un attentat terroriste, selon la presse britannique. Mais le pays entend garder calme et vigilance. Il se dit prêt à prendre la tête d'une possible intervention militaire internationale en Libye.

Lucien Mpama

OIF

Michaëlle Jean dépêche une mission de contacts à l'occasion du premier tour des élections en centrafrrique

Les Centrafricains iront aux urnes le 30 décembre pour élire leur président, les députés et sénateurs. Afin de s'assurer que ces scrutins se déroulent dans de bonnes conditions, la secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), Michaëlle Jean, a envoyé une délégation à Bangui.

Conduite par l'ancien ministre du Niger, Boukar Maï Manga, cette délégation composée d'un parlementaire et d'experts provenant de plusieurs Etats de l'espace francophone, rencontrera sur place, les autorités de la transition, les acteurs politiques, les organisations de la société civile ainsi que les partenaires bilatéraux et multilatéraux de la RCA.

« Sur la base des informations recueillies, la mission élaborera un rapport pour rendre compte à la Secrétaire générale du déroulement global des élections, et formulera des recommandations de nature à orienter les actions futures de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) en République Centrafricaine », précise un communiqué.

La mission de l'OIF en Centrafrique s'inscrit dans le prolongement des actions d'accompagnement de sortie de crise engagées depuis 2013 par l'organisation, notamment en faveur des institutions de la transition, de l'Autorité nationale des élections, de la Cour constitutionnelle de transition ainsi que de la lutte contre l'impunité.

Nestor N'Gampoula

AFRIQUE DE L'OUEST

Lancement de la carte biométrique sous-régionale

Les pays de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) ont prévu de lancer en janvier 2016 une carte biométrique régionale.

« L'intégration économique progresse. Nous avons mis en place le tarif extérieur commun de la Cédéao et nous lancerons dans quelques jours la Carte biométrique de la Cédéao », a affirmé le président sénégalais Macky Sall.

« Des défis notamment sécuritaires nous interpellent. Nous avons le défi de la criminalité transfrontalière et celui du terrorisme. Ces défis appellent de notre part des ajustements pour concilier les impératifs sécuritaires et la poursuite des objectifs d'intégration par la libre circulation des personnes et des biens », a-t-il ajouté.

A l'occasion du 40^e anniversaire de la création de la Cédéao, qui s'est tenu à Abuja au Nigeria, les chefs d'Etat de cette communauté se sont vus établir une carte d'identité biométrique. C'est un pas important qui a été franchi dans la volonté de l'organisation de faciliter la circulation des personnes et des biens dans l'espace communautaire.

Annoncée pour être mise en vigueur à partir de janvier 2016, la carte d'identité biométrique permettra aux citoyens des Etats membres de s'établir et vivre dans le pays de leur choix au sein de la Cédéao, sans limite de temps. « L'ambition de la Cédéao est d'arriver à une union ouest-africaine préfigurant une véritable union politique à l'échelle du continent africain », a déclaré le président de la commission de la Cédéao, Kadre Désiré Ouédraogo.

La Cédéao a été créée en mai 1975 par les présidents du Nigeria, le général Yakubu Gowon, du Togo, Gnassingbé Eyadema et ivoirien, Félix Houphouët-Boigny.

N.Nd.

Assurances et Réassurances du Congo

Une équipe jeune et dynamique à l'écoute de vos besoins

Assurances Incendie
Assurances Transport
Assurances Multirisques Habitation
Assurances Globales Transport
Assurances Responsabilité Civile

Assurances Santé
Assurances Construction
Assurances Vieillesse
Assurances Voyage
Assurances Entreprise

Agence KIV - Avenue Léopold Cabrol - Tél : +242 22 36 12 88 / 37 36 13 36
Agence PIB - 128, Avenue Tauxemba N'Zemba - Tél : +242 22 281 40 43 / 41 13 88
Email : ardc@ardc-cgo - www.ardc-cgo

PEINTURE

L'espace culturel Hilarion Ndinga s'ouvre au grand public

Le maire de la ville de Brazzaville, Hugues Ngouélo ndélé, a inauguré le 24 décembre, le siège du cercle culturel et la galerie Hilarion Ndinga, situé dans la rue Makoko à Poto-Poto, 3e arrondissement de la capitale.

Ce cercle culturel ainsi que la galerie, serviront de lieu de vente des œuvres de peinture et de sculpture mais aussi à la recherche pour les étudiants.

Le maire de Brazzaville a été désigné parrain de cet espace culturel dont le but est de développer et accompagner les industries culturelles.

« Ce fût un vieux peintre que j'ai connu dans ma vie. Il a caressé ce rêve depuis son vivant. Avant de mourir il émettait le souhait que cet espace devienne un lieu culturel. Il a de même désiré que je devienne le parrain de celui-ci et c'est ce que nous avons fait », a indiqué Hugues Ngouélonélé.

Selon une source proche de la famille, le défunt peintre-sculpteur Hilarion Ndinga avait mandaté ses fils et petits-fils à consacrer cet espace à un cercle culturel ainsi qu'à une galerie.

« Le grand père avait un souci car disait-il, la jeunesse congolaise ne croit pas en elle. En pratiquant ce métier, nous avons découvert beaucoup de pays à travers le monde et il nous a élevé avec les revenus de cet art », a reconnu l'un des petits-fils du peintre Ndinga.

Bref historique

Le peintre-sculpteur Hilarion Ndinga est né le 17 janvier 1932 à Brazzaville. A son actif, il s'est imprégné des techniques subtiles

de la peinture et a fait plusieurs exploits en Afrique et à travers le monde.

Il a exposé à Lomé (Togo) en 1958 lors des festivités de l'autodétermination de la nation Togolaise. En 1964, il expose aussi à Abidjan (Côte d'Ivoire) à l'inau-



L'un des petits-fils au défunt peintre en train d'expliquer les raisons de la création de cet espace

guration de l'hôtel Ivoire. Au Ganha en 1966, à Lagos (Nigéria) en 1977, il a laissé plusieurs mémoires écrits.

L'art a trois moments essentiels : la création, la contemplation et l'interprétation. Ses toiles ont rayonné au Gabon, Togo, Benin, RDC, Burkina-Faso et ailleurs.

Dans ces pays africains qui lui étaient devenus familiers dans le cadre de la recherche du beau, ce peintre avait noué des amitiés avec ses homologues et a laissé les traces d'un pionnier de la peinture.

Reprécisons que l'espace culturel et la galerie Hilarion Ndinga ont été implantés au lieu où a vécu l'illustre personnage.

Fortuné Ibara

COMÉDIE

Le rire fait des heureux à la préfecture de Brazzaville

C'est à la faveur de la première édition de la Journée nationale du rire (Jonari), tenue le 27 décembre que les comédiens Zedem, Cœur à Cœur, Ririclos et bien d'autres ont ébloui les spectateurs

C'est désormais un rendez-vous à ne plus manquer chaque année, Jonari vient, d'après ses organisateurs, de s'ajouter sur la liste des événements du paysage culturel au Congo. En effet, c'est la danse, le théâtre et la musique qui ont ouvert le bal avant de céder la place à Cœur à Cœur, présenté comme le gourou de la comédie congolaise, dans son style « Rire au pluriel ». Il a été imité par Ririclos, le doyen de la comédie congolaise, avant que Zedem ne puisse faire son entrée sur la scène. Initiateur de l'évènement, le comé-

Nous avons voulu faire rire les Congolais, nous leur avons fait prendre conscience que le rire est très important, parce que c'est le capital de vie. Nous avons pensé initier avec Karol Allakoua, une journée nationale du rire pour poser des bases pour ce qui va être fait concernant le rire au Congo », a-t-il expliqué.

Sponsor de la première édition, Karol Allakoua, producteur événementiel qui est encore à ses débuts, n'entend pas baisser les bras. « On ne s'engage pas dans une aven-

que beaucoup ignorent souvent cette culture. « Dans la culture, il y a le rire, dans la musique il y a également le rire, au Congo on parle beaucoup de musique. Aujourd'hui, nous avons organisé Jonari, pour faire rire les Congolais simplement. En santé, on dit que le rire soigne, nous sommes très contents que cette activité ait lieu », s'est-il réjoui.

Quelques spectateurs ont également apprécié cet évènement à leur manière. Opérateur économique et culturel, Olivier Guihou « Olivada », n'a pas, quant à lui, manqué de mettre sa main dans la patte pour soutenir le rire au Congo. « Je remercie les organisateurs parce



Photo de famille des comédiens ; crédit photo Adiac

dien Zedem qui projette déjà l'organisation de la prochaine édition en juillet 2016, pense que dans 2 ou 3 ans, les Congolais reprendront leur culture consistant à rire. « Rire c'est la paix, c'est décider de surmonter tous les problèmes auxquels on est confronté dans notre société. Nous avons toujours dit que faire rire les gens c'est très difficile, mais rire c'est très facile.

ture comme celle-ci pour l'abandonner en route, je suis très ambitieux, je compte poursuivre cette action. Avec le soutien de tout le monde, nous espérons qu'aujourd'hui nous avons vu la naissance d'une grande chose », a-t-il indiqué.

Selon lui, à travers Jonari 2015, les promoteurs ont voulu édifier les gens sur la culture du rire, parce

que l'initiative est très bonne. C'est ce genre d'initiative dont nous avons besoin dans notre pays, parce que nous ne devons pas seulement regarder les autres. Nous avons beaucoup ri et cela a été très bien pour finir l'année, pour enlever un peu de stress de 2015 et commencer avec beauté 2016 », a-t-il commenté.

Parfait Wilfried Douniama

SOIREE CAMEROUNAISE BRAZZA-KIN-PONTON
Avec DANY DANILO EXTRAIT DU FUTUR ALBUM *Règlement Interieur*
 Interprétatoin des anciennes gloires de la Musique Camerounaise - Congolaise-RDC
 Date : **19 et 31 Décembre 2015**
 Lieu : Karaoke Les Diplomates (Centreville)
 avec la participation de tous les artistes Kamer au CONGO et pas mal d'Artiste Congolais et de la RDC Rumba, Zouk, Makossa, Humour Comédie, Afro-beat & Reveillon
CONCERT LIFE
 PAF : 5.000 FCFA X 2 2 Consommations
 Infoline : 05.560.75.58 / 01.134.14.74
 LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE **Vigne de Brazza** Toile Méditerranée du Marché Total

FIESTA SUPER ETOILE Présente
Djason PHILOSOPHE & SUPER NKOLO MBOKA
 The Winner, O vencedor, el caliente
EN CONCERT
 MULTI COLOR CE SAMEDI 02 JANVIER 2016 A 19H00
 AU KARAOKE BAR LES DIPLOMATES
 ENTREE 5 000F CONSO

PRÉSIDENTIELLE 2016

Les Lushois ont déjà plébiscité Katumbi

La population du chef-lieu de l'ex-Katanga pousse l'ancien gouverneur à se prononcer sans tarder sur sa candidature à la prochaine joute présidentielle.

Absent depuis plusieurs semaines dans son fief de Lubumbashi, le dernier gouverneur du Katanga avait, de ce fait, laissé ses anciens administrés sur leur soif en entretenant le vide qu'imposait son déplacement au Japon. Alors qu'il était allé accompagner son club, le TP Mazembe, à Osaka où il était censé représenter le continent au mondial des clubs, Moïse Katumbi était toujours présent dans les esprits. Même à distance, il communiait avec les siens. Comme il fallait s'y attendre, son retour à Lubumbashi a été plus qu'un plébiscite pour

cet homme d'exception qui, au fil des années, s'est forgé une voie, une identité, une popularité, un style et un avenir politique.

« Moïse président ! », scandaient à tue-tête les Lushois contents de retrouver leur leader politique après une absence prolongée. En effet, il n'avait pas pris place à bord de l'avion qui avait accompagné son club au pays préférant mettre à profit son séjour à l'étranger pour nouer des contacts utiles. C'est seulement le 26 décembre qu'il a regagné Lubumbashi presque incognito. D'après ses proches, il avait préféré revenir sur la pointe des pieds juste pour éviter les ennuis que lui entraînent souvent des retours en fanfare. Face aux restrictions de l'espace politique de ces dernières heures, la stratégie ainsi concoctée était donc bien



Moïse Katumbi

pensée. Mais c'était sans compter avec ses nombreux partisans qui l'ont surpris dans une librairie. La nouvelle du retour de Moïse s'est répandie alors aussitôt dans

tout Lubumbashi comme une trainée de poudre.

En un temps deux mouvements, racontent les témoins, l'ex-gouverneur était pris dans l'étau d'une foule en liesse. Les activités se sont arrêtées, le temps d'un éclair, dans la ville cuprifère. Car tout le monde cherchait à le voir, à le toucher. Le bain de foule spontané a pris alors les contours d'un vrai plébiscite pour le président du TP Mazembe poussé à se prononcer sans tarder sur sa candidature à la présidentielle de 2016. La foule n'a pas cessé de scander à

tue-tête « Moïse, président ! ». Le message était clair et facile à décrypter.

Avec une popularité débordant les limites de son Katanga, Moïse Katumbi a acquis aujourd'hui une stature véritablement nationale. Lauréat de Blak Stars of Africa en 2012, celui que les lecteurs de Jeune Afrique ont récemment plébiscité l'Africain de l'année 2015 est capable de drainer des foules du nord au sud, de l'est à l'ouest en passant par le centre du pays. Il présente, pour ainsi dire, les atouts d'un potentiel présidentiable. Après le suspense entretenu à la suite de sa démission du poste de gouverneur du Katanga et de son retrait du PPRD, l'heure est venue pour lui de se prononcer sur ses réelles ambitions politiques.

Alain Diasso

PROCESSUS ÉLECTORAL

La Céni s'en remet aux parties prenantes

La centrale électorale attend les avis de la majorité au pouvoir, de l'opposition et de la société civile avant d'élaborer un nouveau chronogramme attendu par tous et qui serait acceptable.

L'année 2016 qui s'annonce sera éminemment politique en RDC. Le pays s'apprête, en effet, à vivre des moments intenses sur le plan politique avec, à la clé, l'organisation encore incertaine des élections législatives et présidentielle. Deux scrutins constitutionnellement obligatoires sur lesquels l'opposition fait une fixation en faisant pression pour qu'ils aient impérativement lieu conformément à la Constitution. Mais il s'avère dans la pratique que ce pari est difficile à tenir pour la centrale électorale, le pays ayant pris trop de retard par rapport au chronogramme électoral initial élaboré à cet effet. Le fichier électoral n'a toujours pas été nettoyé en plus du fait que les nouveaux majeurs ne sont pas encore enregistrés. Lorsqu'on y ajoute le déficit de financement que connaît la Céni pour organiser ces deux scrutins, l'on comprend l'embaras de cette institution citoyenne à répondre aux attentes de la population en 2016.

Le calendrier électoral publié au mois de février 2015 devenu anachronique et ayant été rejeté par l'opposition, la publication d'un nouveau qui ne serait pas problématique s'impose comme un impératif majeur pour débloquer le processus électoral. La Céni est donc appelée à faire diligence pour se mettre en phase avec les objectifs qui lui sont assignés en tant que pouvoir organisateur des élections. D'où l'exigence d'un calendrier consensuel accepté par tous. Dans les milieux concernés, on laisse entendre que ce



Le siège de la Céni

nouveau chronogramme sera la résultante des avis des parties prenantes au processus de qui la Céni attend des contributions indépendamment des orientations qui lui seront données dans le cadre du dialogue en préparation. « Nous attendons les avis de la majorité au pouvoir, de l'opposition et de la société civile avant d'élaborer le calendrier attendu par tous qui serait acceptable », argue un membre du cabinet du président de la Céni.

Et d'ailleurs le président de la Céni Corneille Nangaa ne fait plus mystère sur son intention de voir toutes les parties prenantes au processus électoral apporter leur contribution en vue des élections apaisées et acceptables. Mais au-delà du vœu exprimé, il y a des préalables qui continuent de maintenir la Céni dans les méandres des incertitudes sans fin. Au nombre de ceux-ci, l'on peut citer entre autres les différents défis législatifs des élections qui exigent la révision de certaines lois essentielles, telles que la loi portant identification et enrôlement des électeurs et la loi électorale. La question de l'enrôlement des nouveaux majeurs ayant atteint l'âge de voter et celle du droit de vote des Congolais résidant à l'étranger devraient être résolues au pré-

alable avant de parler des scrutins proprement dits. Jusqu'à ce jour, ces textes de loi se font toujours désirer, compliquant davantage la donne électorale.

Entre-temps, quelques questionnements continuent de hanter l'imaginaire des responsables de la Céni quant à la manière d'aborder le cycle électoral en 2016. Faudra-t-il, comme le suggèrent certains, élaborer un calendrier qui concerne juste les trois scrutins verrouillés par la Constitution (présidentiel, législatif et provincial) en prenant également en compte l'opération d'identification et d'enrôlement des jeunes de 18 à 22 ans ? Faudra-t-il organiser un enrôlement partiel ou total pour les nouveaux majeurs ? Des questions qui requièrent, de l'avis de la Céni, les avis et considérations de toutes les parties prenantes au processus électoral, car dans l'entendement des responsables de cette institution citoyenne, l'élection est avant tout le résultat d'un long processus de consultation et de préparation des scrutins. Cependant pour d'autres compatriotes, il est encore possible de tenir le pari d'organiser les scrutins dans les délais constitutionnels, quitte à faire preuve de volonté politique

A.D.

SCPT

Décès de Lambert Osango

La disparition de la figure emblématique du monde syndical à la suite d'un grave accident de circulation a plongé les travailleurs de la Société commerciale des transports et ports (SCPT) dans l'expectative. En effet, les rumeurs circulent dans tous les sens au sujet des circonstances exactes de la mort tragique de ce syndicaliste connu pour son franc-parler. Il est très actif depuis les années 1990. Le 29 décembre, les cadres et agents de l'ex-Onatra se sont réunis dans l'esplanade du bâtiment administratif pour avoir les dernières informations disponibles.

De source syndicale, rien ne permet encore à ce stade de corroborer la thèse d'un éventuel assassinat, comme l'ont déploré certaines sources. En effet, les seuls éléments concrets sont la présence d'un camion fou conduit par un chauffeur ivre qui a terminé sa course sur le véhicule de Lambert Osango, provoquant la mort sur le coup du concerné et de six autres personnes. Selon une source bien informée, il aurait eu d'autres cas de personnes extérieures blessées ou mortes témoignant ainsi de la violence de l'accident. Des images choc publiées par Vox Congo et d'autres médias ont vite fait le tour du pays. Il s'agit d'un camion appartenant à une société chinoise qui exécute les travaux dans le cadre du programme de « Cinq Chantiers » qui a percuté violemment la jeep de Lambert Osango en état de stationnement.

Mais pourquoi la piste d'un assassinat a-t-elle surgi ? La rédaction a posé la question à un syndicaliste du géant des transports. Il est vrai que la relation entre

le gouvernement et le monde syndical s'est dégradé avec la décision de mise en concession de la SCPT, sans compter les rivalités syndicales intérieures qui ne manquent jamais dans les entreprises de l'État. « Rien de concret ne permet de dire qu'il s'agit d'un assassinat. Il est vrai que nous avons été choqués par la mesure du gouvernement de mettre en concession la SCPT sans une consultation préalable. Au cours des discussions passées, le gouvernement nous a demandé de nous impliquer à toutes les étapes. Or, il ne nous a pas consulté pour la mise en concession. Face à ce blocage, le processus doit repartir à zéro. Il faut donc tout remettre en cause », a-t-il insisté.

Au niveau du programme funéraire, aucune date précise n'est encore avancée pour les obsèques de cet illustre syndicaliste. Sans doute la question a-t-elle été évoquée lors de la rencontre de mardi. D'emblée, l'on a appris que les obsèques devraient être prises en charge à la fois par l'ex-Onatra et l'Église à laquelle l'infortuné a appartenu, en l'occurrence Le Message de Graal. Pour autant, l'on ne signale aucun contact avec les officiels, du moins à ce stade. Pour la petite histoire, après son départ du Syndicat Action, Lambert Osango a créé Eco/SCPT (Éveil de la conscience ouvrière) qui a été élu majoritairement lors des dernières élections syndicales. Il est devenu le président de la Délégation syndicale. Avant sa mort, il a chapeauté tout l'Onatra et assumé à ce titre les fonctions de porte-parole de l'intersyndicale. Que la terre de nos ancêtres lui soit douce et légère.

Laurent Essolomwa

FESTIVITÉS DE NOËL

André Kimbuta partage le repas avec les enfants

Ces orphelins sont venus de différentes maisons d'encadrement installées dans les quatre districts de la ville-province de Kinshasa.

Près de cinq cents enfants, pensionnaires de différents orphelinats de la ville-province de Kinshasa, ont été, le 25 décembre, les hôtes du gouverneur de la capitale congolaise, André Kimbuta Yango, à l'occasion du repas de Noël leur offert par l'autorité urbaine en l'espace de jeu Luna Park, situé dans la concession de la Fikin.

Le gouverneur André Kimbuta, qui n'a pas dérogé à cette habitude instaurée depuis son avènement à la tête de la ville-province et qui est devenue une tradition, a également ajouté à ce repas

ce geste à ces enfants, l'autorité urbaine, qui était entourée de son épouse, Yvette Kimbuta, leurs enfants, du vice-gouverneur de la ville, Clément Bafiba Zomba, des ministres du gouvernement provincial ainsi que des membres de son cabinet, a répété son credo de ne pas voir ces enfants se considérer comme des orphelins, malgré l'absence de leurs parents biologiques. « *Je ne veux pas que vous continuiez à vous appeler orphelins car vous ne l'êtes pas* », a-t-il appuyé. Aujourd'hui, c'est Noël, a poursuivi le gouverneur, c'est la naissance de notre Sauveur Jésus Christ. Si sur terre vous n'avez pas de parent, sachez que vous en avez un qui s'appelle Jésus-Christ. C'est sur sa recommandation que je vous re-



La danse pour marquer la joie de tous ces enfants/Photo Adiac

prochaine fois, n'évoquez plus ce terme d'orphelin », a recommandé le gouverneur André Kimbuta Yango à ces enfants émus par ce geste et la considération dont ils ont bénéficié de la part de l'autorité urbaine.

Un hymne à la paix

Le gouverneur de la ville-province de Kinshasa a également expliqué à ses hôtes que ce geste et tous les autres en leur faveur sont rendus possibles grâce à la paix qui règne sur la capitale congolaise ainsi que sur toutes les autres parties du pays. C'est dans cette optique qu'il a salué toute l'action de « l'artisan » de cette paix, le président de la République, Joseph Kabila. « *Souriez, vous êtes à Kinshasa, la ville de paix. Cette paix a un artisan, qui a permis que nous nous réunissions en ce moment, c'est le chef de l'État, le*

Rais Joseph Kabila », a-t-il dit, avant de lancer des cris et autres slogans auxquels tous les enfants ont répondu, en l'honneur du président de la République.

Dans leur message, ces enfants ont remercié l'autorité urbaine de Kinshasa pour cette organisation qui est devenue une tradition. « *Merci pour cette opportunité que vous nous offrez chaque année de partager le repas de Noël avec vous. Nous savons que si nous n'avons pas des parents biologiques, vous, vous êtes là et que nous pouvons compter sur vous* », a lancé leur représentante à l'attention du gouverneur André Kimbuta.

Après une saynète réalisée par ces enfants, le couple André Kimbuta Yango a personnellement distribué de la nourriture à ces enfants assis sur leurs chaises. En

bon père de famille, le gouverneur tenu à faire honneur à chacun de ses hôtes. Ce qui l'a conduit à servir le repas jusqu'au dernier de ces enfants, selon l'emplacement dans cet espace qui a servi de cadre à cette manifestation.

À la suite de la nourriture, André Kimbuta, son épouse, le vice-gouverneur et les membres de son cabinet ont symboliquement distribué les jouets à ces enfants en vue de permettre la continuation de cet acte par l'équipe chargée de le faire. Pour clôturer cette manifestation, les enfants ont été appelés à jouer avec tous les jeux qui font la fierté de cet espace. Les bus disponibles à cet effet attendaient dans les installations de la Fikin en vue de faciliter le retour de ces enfants dans leurs maisons d'encadrement respectives.

Lucien Dianzenza



Remise symbolique des jouets par André Kimbuta, son épouse et le vice-gouverneur

des cadeaux dont les jouets pour chacun de ces enfants ainsi que d'autres biens pouvant bénéficier aux différentes maisons qui les encadrent. Expliquant le sens de

ce geste à ces enfants, l'autorité urbaine, qui était entourée de son épouse, Yvette Kimbuta, leurs enfants, du vice-gouverneur de la ville, Clément Bafiba Zomba, des ministres du gouvernement provincial ainsi que des membres de son cabinet, a répété son credo de ne pas voir ces enfants se considérer comme des orphelins, malgré l'absence de leurs parents biologiques. « *Je ne veux pas que vous continuiez à vous appeler orphelins car vous ne l'êtes pas* », a-t-il appuyé. Aujourd'hui, c'est Noël, a poursuivi le gouverneur, c'est la naissance de notre Sauveur Jésus Christ. Si sur terre vous n'avez pas de parent, sachez que vous en avez un qui s'appelle Jésus-Christ. C'est sur sa recommandation que je vous re-

FOOTBALL AMICAL INTERNATIONAL

Pas de but entre V.Club et la sélection A' du Gabon à Kinshasa

Il n'y a certes pas eu de but lors de cette rencontre amicale entre l'AS V.Club de Kinshasa et la sélection A' du Gabon, mais on a assisté à du beau jeu. Les deux équipes préparent des échéances futures.

L'AS V.Club et la sélection A' du Gabon ont fait match nul de zéro but partout, le 27 décembre, au stade Tata-Raphaël de Kinshasa, en match amical international. Le public présent au mythique stade de la capitale ont assisté à un beau jeu développé par les deux adversaires. Et l'équipe entraînée par Florent Ibenge (également sélectionneur des Léopards A et A') a de peu loupé de remporter la partie, une superbe balle arrêtée du milieu excentré Héritier Luvumbu Nzinga s'est écrasée sur le poteau du gardien de but gabonais. Pas de but donc au cours de cette partie. Mais le bus de l'équipe nationale de la RDC

qui raccompagnait les Panthères à l'aéroport international de Ndjili a pris feu, selon les témoins présents à l'aéroport. Il n'y aurait toutefois pas de victimes.

Qualifiés pour la phase finale de la 4e édition du Championnat d'Afrique des nations qui se déroulera en janvier et février au Rwanda, les Panthères locaux du Gabon sont logés dans le groupe B dans la ville d'Amahoro, en compagnie de la Côte d'Ivoire, du Maroc et du Rwanda. Aussi ont-ils sollicité ce match de préparation contre l'AS V.Club.

Pour leur part, les Dauphins Noirs de Kinshasa qui entreront en lice mars 2016 en Coupe de la Confédération ont mis à profit cette rencontre pour revoir leurs stratégies. Le club dirigé par le général d'armée Amisi Kumba Tango Four a été éliminé lors de sa dernière campagne en C2 africaine au tour de cadrage par Stade Malien de Bamako. V.Club



AS V.Club de Kinshasa

aiguise, par ailleurs, ses lances pour la suite du championnat

national de football, occupant actuellement la première place de la

zone de développement ouest.

Martin Engimo

KOUILOU

Des membres du gouvernement visitent les différents secteurs du projet intégré de Hinda

Accompagnés de Lorenzo Fiorillo, directeur général de la société pétrolière Eni Congo, Jean-Marc Thystere Tchicaya, Rigobert Maboundou, Pierre Mabilia et Martin Parfait Aimé Coussoud-Mavoungou, respectivement ministre des Hydrocarbures, ministre de l'Agriculture et de l'élevage, ministre des Affaires foncières et du domaine public, ministre à la présidence de la République, chargé des Zones économiques spéciales et de plusieurs invités ont visité samedi 26 décembre l'ensemble des projets intégrés réalisés par la société Eni Congo dans quelques villages de la sous-préfecture de Hinda au Kouilou.

La délégation a visité les travaux de réhabilitation et d'équipement du Centre de santé intégré du village M'boukou, de l'école primaire de Tchibanda et ceux de la construction du Centre d'appui technique et de ressources professionnelles (CATREP). Des projets qui font partie des engagements sociétaux de la société Eni Congo dans le cadre de son permis d'exploitation pétrolière de Mboundi en vue de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des communautés vivant autour des zones périphériques de ce permis.

Ainsi ces projets se fixent divers objectifs notamment dans le secteur de santé, la réduction de la morbidité et de la mortalité dues aux principales maladies avec une



Photo de famille après la visite des sites des projets

attention particulière au couple mère-enfant, dans le secteur éducatif, l'augmentation du taux de scolarisation primaire et à l'amélioration des conditions de travail des écoliers et des enseignants, dans le secteur environnemental, l'accès et la gestion communautaire de l'eau potable, dans le secteur agricole, l'augmentation de la rentabilité économique de la production agropastorale.

En effet, composé d'un bloc administratif, d'un bâtiment de

formation, d'un château d'eau, d'une porcherie, d'un Magasin d'approvisionnement en intrants et de commercialisation des produits agricoles (MAICOPA), le Centre d'appui technique et de ressources professionnelles (CATREP) de M'boukou envisage le développement des techniques des champs écoles des paysans (CEPS) dans 22 villages de la zone du projet, la formation des acteurs agricoles, la démonstration des techniques agricoles

innovantes et appui à la production, le renforcement des capacités des cadres et formateurs du secteur agricole, le renforcement des capacités techniques et professionnelles des paysans.

S'exprimant pour la circonstance, les membres du gouvernement présents, ont indiqué que la diversification de l'économie congolaise est une vision du président de la République Denis Sassou N'Guesso. « Le gouvernement de la République entend appuyer

les jeunes qui s'investissent pleinement dans l'agriculture et l'élevage en vue d'une exploitation économique et rationnelle de cette zone », ont-ils déclaré.

Une superficie de près de cent hectares de terre est mobilisée en vue de la réalisation des projets qui s'inscrivent dans le cadre de la diversification de l'économie congolaise conformément à un partenariat conclu entre le gouvernement de la République et la société Eni Congo.

Séverin Ibara

DENRÉES ALIMENTAIRES

La population ponténégrine se plaint de la surenchère des prix

Depuis bien quelques mois, les habitants de la ville océane grognent à cause de la flambée des prix des aliments sur le marché. Et cela a un impact négatif sur le panier de la ménagère. Cependant, les balances commerciales ont disparu, les prix des aliments ne sont plus affichés comme c'était le cas il y a près d'une année.

La situation entraîne un grincement de dents des acheteurs. Lorsque ces derniers sont interrogés sur la question, nombreux accusent l'hibernation des autorités départementales chargées de la concurrence et de la répression des fraudes commerciales. Mais en dehors de l'anarchie des prix des marchandises et denrées, il y a aussi une résurgence de la vente d'eau en sachets, des emballages en sachets et autres objets plastiques. De plus, il est constaté un grand silence en matière de saisie et de destruction des marchandises avariées comme si des commerçants récidivistes vendant des marchandises avariées n'existaient plus. Et pourtant Pointe-Noire était presque devenue un modèle à suivre pour d'autres départements en matière de mobilité des agents et contrôleurs



Des denrées alimentaires exposés sans prix

commerciaux sur le terrain.

Quand à l'homologation des prix sur les marchés, de nombreux ponténégrins regrettent ce beau vieux temps où les services de la direction départementale des fraudes commerciales étaient constamment sur le terrain pour constater les faits et arrêter net les commerçants et autres opérateurs économiques malintentionnés et récidivistes en leur infligeant des amendes y relatives. « À titre d'exemple, pendant le

premier trimestre de l'année dernière, en sa qualité de directeur départemental, Gaspard Massoukou exhortait l'ensemble des agents des brigades de la concurrence et de la répression des fraudes commerciales à veiller à l'application stricte des prix homologués des boissons alcoolisées et gazeuses par les vendeurs. Aujourd'hui, nombreux sont des détaillants qui font fi des prix homologués en faisant de la surenchère », s'est plaint un groupe de

consommateurs.

Les contrôleurs et agents commerciaux, grâce à de nombreux séminaires à la demande des opérateurs économiques et des associations des consommateurs, étaient invités à pratiquer quotidiennement à la fois la répression et la pédagogie afin de lutter efficacement contre l'esprit de la surenchère. « Ces séminaires, a indiqué un contrôleur qui a requis l'anonymat, avaient pour objectifs d'atténuer la spéculation am-

bianté à travers la connaissance exacte et approfondie des textes qui régissent la profession du commerce au Congo. Et lorsque ces séminaires de renforcement de capacités se passaient tous les deux mois, les séminaristes eux-mêmes formulaient le vœu de voir les contrôleurs et agents commerciaux du département de Pointe-Noire prêter le serment de bien servir afin d'exercer loyalement leur profession au quotidien. Après ces séances de pédagogie, des agents et contrôleurs commerciaux s'armaient d'outils nécessaires susceptibles de bien exécuter leurs tâches. Les commerçants ne devraient plus s'entêter à ne pas afficher les prix de leurs marchandises et délivrer des factures aux clients. Or, aujourd'hui, c'est le naturel qui est revenu au galop à cause d'un certain laxisme constaté », a déclaré un contrôleur des prix.

Dans sa volonté de lutte contre la vie chère, le ministère chargé des questions commerciales devrait désigner, à travers ses différentes directions départementales, des cadres sur la base des compétences pour obtenir les résultats escomptés.

S.I.

LIGUE DE FOOTBALL DU KOUILOU

Pascal Loemba entend baisser le coût des frais d'engagement des équipes et des visites médicales

La promesse du candidat à la tête de la Ligue de football du Kouilou aux équipes de la ville océane a été faite, le 28 décembre, au cours d'un entretien avec les Dépêches de Brazzaville, alors que les électeurs sont appelés à élire le nouveau bureau exécutif de cette ligue le 7 janvier.

Préoccupé par la régression du niveau technique du football dans le Kouilou, voir l'incapacité des équipes de Pointe-Noire à rempoter des titres au niveau national, Me Pascal Loemba veut relever le défi. « La dernière équipe à avoir joué la compétition africaine à Pointe-Noire est Munisport depuis 2004. Aujourd'hui 11 ans après, aucune autre équipe n'a franchi cette étape, soit arriver en finale de la Coupe du Congo, soit être deuxième au niveau du championnat d'élite. Face à ce triste constat et à plusieurs interpellations des animateurs de notre football, j'ai répondu favorablement à cette invite en décidant de me porter candidat à la présidence du bureau exécutif

de la Ligue de football du Kouilou », a indiqué le candidat.

C'est ainsi qu'il demande aux électeurs de faire un bon choix : « J'interpelle les électeurs à faire un bon choix parce que le changement, c'est maintenant, un bon choix des hommes capables de faire revivre le football dans le Kouilou ». C'est ainsi que, dans les cinq points inscrits dans son programme d'activité durant les quatre ans à venir, il entend faciliter l'engagement des équipes aux compétitions de la ligue, en réduisant le coût des frais d'engagement, les visites médicales, les licences voire la gratuité des feuilles de match pour permettre aux présidents des clubs de souffler un peu.

Ce programme prévoit également le renforcement des relations avec les pouvoirs publics, notamment les administrateurs-maires et les inspecteurs sectoriels, pour organiser des activités dans les arrondissements dans l'objectif de créer des équipes féminines et de football des jeunes, exiger le travail d'élaboration et d'application



Pascal Loemba, candidat à la tête de la Ligue du Kouilou / Photo Adiac

des textes pour un bon fonctionnement dans l'organisation et le suivi des compétitions, me-

ner une réflexion à court terme avec le concours des organisations non gouvernementales,

des entreprises d'État et privées concernant la relance du football féminin comme le souhaite la Fédération internationale football association.

Le futur président de la ligue entend aussi organiser des formations continues des jeunes arbitres. « Je m'engagerai à organiser une session de formation des jeunes arbitres par année et à être rigoureux dans l'application des textes qui régissent la ligue », a-t-il ajouté avant d'annoncer la relance des sous-liges dans les sous-préfectures de Mvouti, de Madingo-Kayes, Les Saras, etc. dans le Kouilou profond. Soulignons aussi que le futur bureau exécutif de la ligue de football du Kouilou, qui aura à sa tête Pascal Loemba, président actif de Munisport, deuxième vice-président de la Ligue de football féminin et ancien secrétaire général de Mvou-Mvou, sera composé de neuf membres disponibles et compétents partageant le même rêve d'une ligue en pleine mutation et s'engageant à œuvrer dans la cohésion.

Charlem Léa Legnoki

FÊTE DE NOËL

Un élan du cœur à l'endroit des enfants de Loandjili

Fernande Marie-Catherine Dekambi Mavoungou, administrateur-maire de l'arrondissement 4 Loandjili à Pointe-Noire, a offert le 24 décembre aux enfants de sa circonscription administrative des jouets pour qu'ils passent la Noël dans le sourire comme tous les enfants du monde.



Fernande Marie-Catherine Dekambi Mavoungou posant avec les enfants / Crédit photo Adiac

Près de cent enfants de l'arrondissement 4 Loandjili ont reçu des jouets des mains de la première autorité de l'arrondissement 4. Un geste d'amour que le maire de cet arrondissement fait à l'endroit des enfants vulnérables et démunis chaque année à la même période. Cette année, ce sont les enfants des CQ 401 à 408 qui ont été à l'honneur au siège de l'arrondissement. Les enfants des autres CQ, notamment ceux de la zone de Mbota, ont reçu l'assistance de la mairie centrale par le biais du 2e vice-président du conseil municipal qui a fait un geste similaire à leur endroit.

Sur la signification de ce geste du cœur, Fernande Marie-Catherine Dekambi Mavoungou a dit : « Nous avons voulu être en harmonie avec les enfants de notre arrondissement parce que parmi eux beaucoup n'auront certainement pas la chance d'avoir un jouet. Ainsi, par ce geste, nous leur offrons ce sourire comme les autres enfants ».

Hervé Brice Mampouya

JUSTICE

Deux nouveaux avocats admis au Barreau de Pointe-Noire

Me Arnaud Gael Alband Dekambi Mavoungou et Donatien Chérubin Teddy Koumba Safou, diplômés de l'École nationale d'administration et de magistrature (Enam) ont prêté serment le 23 décembre à la Cour d'appel de Pointe-Noire au cours d'une audience présidée par André Roger Okombi, vice président de ladite cour.



Me Koumba Safou et Me Dekambi Mavoungou / crédit photo Adiac

Après la lecture des deux affaires convoquant l'audience par Prosper Mbouka Kaya, greffier en chef de cette cour d'appel, les deux avocats ont été présentés à l'assistance avant que Me Clément Mankita, avocat général ne lise leurs notes biographiques.

Devant les collègues, parents, amis et connaissances, ils ont juré solennellement exercer leur profession dans la dignité, la conscience, l'indépendance et l'humanité.

Me Alexis Vincent Gomes, du barreau de Pointe-Noire a souhaité la bienvenue aux nouveaux avocats qui intègrent la profession après de brillantes études secondaires et universitaires. Il les a exhortés à dire le droit en toute loyauté pour que triomphe la justice.

Comblé et touché, par la marque de sympathie à son égard, Me Arnaud Gaël Alband Dekambi Mavoungou n'a eu d'autres mots que de dire merci à tous en particulier à sa famille pour son soutien incommensurable.

H.B.M.

PATRIMOINE CULTUREL

Le Fonds de développement du Qatar alloue une somme de deux millions de dollars à l'Unesco

Le Fonds de développement du Qatar et l'Unesco ont signé lundi un premier protocole d'accord pour soutenir l'action de l'Unesco en matière de protection du patrimoine Culturel et naturel en situation d'urgence.

Cet accord, qui prévoit d'allouer une somme de deux millions de dollars, entre dans le cadre de l'engagement pris par le premier ministre de l'Etat du Qatar, Abdullah bin Nasser Al-Thani, d'allouer dix millions de dollars à l'Unesco afin de protéger les sites du patrimoine mondial dans les régions affectées par les catastrophes naturelles ou d'origine humaine.

Le Programme de l'Unesco pour la prévention et la gestion d'urgence du patrimoine vise à renforcer la capacité de l'Unesco à aider les États membres à réduire les risques affectant leur patrimoine culturel et naturel et à garantir une réponse rapide et efficace dans les situations d'urgence pour assurer leur sauvegarde. La directrice générale de l'Unesco, Irina Bokova, a déclaré à cette occasion : « cette contribution est une réponse directe à la destruction du patrimoine culturel en période de conflit, c'est un appel à tous les États membres et partenaires à unir leurs forces pour mettre fin au nettoyage culturel ».

Khalifa Jassim Al-Kuwari, directeur général du fonds de développement du Qatar a, quant à lui, ajouté : « en soutenant le Fonds d'urgence pour le patrimoine, le Fonds de développement du Qatar s'engage à protéger et à préserver le patrimoine mondial. Nous pensons que notre contribution fera office de catalyseur et suscitera, de la part d'autres donateurs, des initiatives similaires dans la sauvegarde du patrimoine menacé de disparition à cause des catastrophes, des conflits et de la négligence ». Le Fonds d'urgence pour le patrimoine encouragera le renforcement des capacités et des activités de formation pour les professionnels dans les situations de conflit et dans les activités d'intervention d'urgence.

Signé au siège de l'Unesco à Paris, l'accord fait suite à l'adoption d'une stratégie globale pour la protection et la promotion de la culture et du pluralisme en temps de guerre, par la 38ème Conférence générale.

Hermione Désirée Ngoma

PRÉSIDENTIELLE 2016

L'UFD appelle Denis Sassou N'Gusso à se porter candidat

Même si la date exacte de l'élection présidentielle n'est pas encore fixée, et en attendant l'adoption de la nouvelle loi électorale, les partis politiques sont déjà à l'affût. Tel est le cas de l'Union des forces démocratiques (UFD) dont le Bureau politique s'est réuni le 27 décembre à Brazzaville.

Une déclaration a été rendue publique à l'issue de cette réunion à travers laquelle le parti que dirige Josué Rodrigue Ngouonimba se prononce pour la candidature de Denis Sassou N'Gusso à la prochaine présidentielle qui aura lieu l'année prochaine.

L'UFD ne manque pas d'arguments pour soutenir son choix. Elle s'appuie, comme on peut le lire dans la déclaration, « sur les préceptes de son fondateur, David Charles Ganao qui a inscrit l'Union des forces démocratiques dans un ancrage national et dans le soutien, l'appui et l'accompagnement de l'action du président Denis Sassou N'Gusso ».

L'UFD a également étalé les vertus d'homme de paix de l'actuel président de la République. Le souci exprimé étant de le voir « poursuivre l'œuvre d'édification nationale et de consolidation de la paix déjà amorcée ». Pour nombre d'observateurs, cette déclaration de l'UFD obéit à une logique : son appartenance à la majorité présidentielle. Ce parti compte parmi ceux qui avaient clairement exprimé leur attachement au président Denis Sassou N'Gusso dans la volonté d'aller vers l'évolution des institutions avec pour socle : le changement de Constitution et l'entrée dans une nouvelle République.

La Rédaction

CHAMPIONNAT NATIONAL D'ÉLITE LIGUE 1

La qualification des joueurs est ouverte

Les clubs sont appelés à déposer les données des joueurs afin que la Commission d'organisation des compétitions de la Fédération congolaise de football (Fécofoot) procède à l'établissement des licences informatisées avant le coup d'envoi de la compétition prévu le 9 janvier prochain.

gé des médias, mieux un attaché de presse. Celui-ci travaillera de concert avec le chargé des médias de la Fécofoot pour harmoniser les conférences d'après-match lors du championnat national. D'habitude, de manière désordonnée ou presque, les journalistes se précipitent sur la main courante pour décrocher

d'éthique de la FIFA, le président de la chambre de jugement de la Commission d'Éthique de la FIFA Hans-Joachim Eckert, a suspendu provisoirement, le 1er juin 2015, Jean-Guy Blaise Mayolas et Badji Mombo Wantete, de toute activité liée au football aux niveaux national et international. Cette décision



Jean Guy Blaise Mayolas avec les membres de la Commission Crédit photo Adiac

La qualification des joueurs est l'une des conditions à remplir avant d'entrer en jeu pour le championnat national, saison 2015-2016. « Aucune équipe ne le fait jusqu'à ce jour », a fait savoir le chargé des médias de la Fécofoot, Emmanuel Kaba. A l'issue de la réunion technique de la Commission en charge de l'organisation des compétitions, ce 29 décembre à Brazzaville, celle-ci a indiqué que la cellule de fabrication des licences informatisées est prête. Il revient aux clubs de jouer leur partition le plus tôt possible. A mesure que les jours passent on se rapproche du coup d'envoi.

Par ailleurs, cette saison, chaque club devrait disposer d'un char-

une interview. Ce qui n'est pas réglementaire.

Une série de séminaires est également prévue du 2 au 8 janvier. La formation concernera les officiels. Tout débutera avec les secrétaires généraux des clubs. Avec ces derniers, la remise à niveau portera sur les méthodes d'introduction des données dans le système informatique de la Fécofoot.

Guy Blaise Mayolas et Badji Mombo reprennent service

Respectivement premier vice-président et secrétaire général de la Fécofoot, les deux avaient écopé d'une suspension provisoire de la part de la commission d'éthique de la FIFA. « En vertu de l'art. 83, al. 1 du Code

a été prise sur demande du président de la chambre d'instruction, Cornel Borbély, sur la base de diverses infractions au Code d'éthique de la FIFA », soulignait la note de suspension.

Après enquête, la commission d'éthique de la FIFA a levé la sanction. Dès le départ, Jean-Guy Blaise Mayolas et Badji Mombo Wantete ne se reprochaient de rien comme le confirme aujourd'hui la décision de ladite commission. Le premier vice-président de la Fécofoot a, d'ailleurs, dirigé les travaux de la réunion technique de la commission d'organisation des compétitions, ce 29 décembre à Brazzaville. Signe qui justifie vraiment son retour.

Rominique Nerplat Makaya

L'Italie fait bloc autour de l'équipe féminine de football de Locri

La mafia intime l'ordre à l'équipe féminine de cesser de se mêler d'un sport qui n'appartient qu'aux hommes.

« Allez les filles : chaussez vos crampons et descendez sur la pelouse ! ». Des quatre coins de l'Italie s'élevait lundi le même cri de cœur et d'indignation après l'annonce par le Sporting Locri, équipe de football féminine de première division, que le club allait fermer devant les menaces répétées de la mafia locale, la Ndrangheta. Considérée comme l'un des plus puissants groupes criminels européens, la Ndrangheta a adressé de multiples messages au président du club lui demandant de mettre fin aux activités de son équipe.

« A l'arrière de ma voiture, là où d'habitude s'assoit ma fille, il y avait un mot qui disait : « nous savons qui s'assoit ici », raconte Ferdinando Armeni, le président du Sporting club Locri, cinquième au championnat national en cours. « Bien sûr, pour le moment rien ne

s'est passé, mais que fera-t-on si c'était le cas ? », demande Armeni qui estime que l'élan de solidarité vers son équipe est louable, mais « ce ne sont que des mots. Je ne veux pas vivre dans la terreur, dans la peur de quelque chose arrive à quelqu'un. Le jeu n'en vaut pas la chandelle », ajoute-t-il. Il indique aussi que les menaces contre sa fille ne sont pas tout : « certaines joueuses ont aussi été approchées par trois hommes. Comment puis-je savoir si c'étaient des types qui voulaient faire le malin devant les filles ou des personnes ayant de mauvaises intentions ? », s'interroge-t-il. Pour lui, dans le doute, il valait mieux trancher dans le vif. Cette décision, mais bien plus ces informations, ont suscité une profonde émotion dans toute l'Italie.

En signe de solidarité, l'équipe nationale italienne féminine de football à 5 a décidé d'aller jouer à Locri son prochain match. « C'est une vraie honte ; nous porterons là-bas l'équipe nationale fémi-

nine », a affirmé Carlo Tavvecchio, président de la Fédération italienne qui n'en est pourtant pas à un dérapage contre les filles, les homosexuels, les noirs et les juifs. « C'est une habitude de la mafia de frapper les hommes et les institutions porteurs de lumière là où elle souhaite faire prospérer ses affaires à l'ombre », note un député de gauche.

Sa consœur Paola Binetti du parti démocratique, le parti du premier ministre Matteo Renzi, indique : « l'équipe de football féminin des députées, vrai groupe inter-parlementaire, a décidé d'aller défier la mafia sur place en y portant les joueuses de l'assemblée nationale en signe de solidarité avec l'équipe féminine de Locri, victime de viles menaces. C'est notre manière de dire : « assez avec toutes les formes de violences. Une manière aussi de préparer notre entrée dans la nouvelle année avec ironie et bonne humeur ». Mais chez beaucoup, le sujet ne prête pas trop à rire.

Lucien Mpama